

**MINISTRE DU DEVELOPEMENT DURABLE, DE
L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN MARS 2016

JUIN 2016

Ministre du Développement Durable, de l'Économie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministres délégués

Mmes : Marie Julie BILOGO BI-NZENDONG

Chantal ABENGDANG MEBALE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :


Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2016.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN MARS 2016	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2016.....	11
II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	11
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2016	11
II.2.LE PETROLE	13
II.3.LES MINES	13
<i>II.3.1 Le manganèse</i>	<i>13</i>
<i>II.3.2 L'or</i>	<i>14</i>
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE	14
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	15
<i>II.5.1. Les cultures maraichères et vivrières</i>	<i>15</i>
<i>II.5.2. Les cultures de rente</i>	<i>15</i>
<i>II.5.2.1.Le caoutchouc naturel</i>	<i>15</i>
<i>II.5.3. L'élevage.....</i>	<i>16</i>
<i>II.5.3.1.L'élevage bovin.....</i>	<i>16</i>
<i>II.5.3.2. L'élevage porcine et avicole.....</i>	<i>16</i>
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES	17
<i>II.6.1. La minoterie et l'aviculture.....</i>	<i>17</i>
<i>II.6.2. Les huiles et corps gras</i>	<i>17</i>
<i>II.6.3. La production sucrière</i>	<i>18</i>
<i>II.6.4. Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	<i>19</i>
<i>II.6.5. L'eau minérale</i>	<i>19</i>
II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS	20
<i>II.7.1. Les unités de sciage</i>	<i>20</i>
<i>II.7.2. Les unités de déroulage</i>	<i>20</i>
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	21
<i>II.8.1.La chimie</i>	<i>21</i>
<i>II.8.2. Les matériaux de construction.....</i>	<i>23</i>
<i>II.8.3. La seconde transformation des métaux.....</i>	<i>23</i>
II.9. LE RAFFINAGE.....	24
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE ..	24
<i>II.10.1 L'électricité</i>	<i>24</i>
<i>II.10.2. L'eau</i>	<i>25</i>
II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	25
II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	26
<i>II.12.1. Le transport aérien</i>	<i>26</i>
<i>II.12.2. Le transport ferroviaire</i>	<i>26</i>

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	27
II.14 LE COMMERCE	28
<i>II.14.1. Le commerce général structuré</i>	28
<i>II.14.3. Le commerce des produits pétroliers</i>	29
<i>II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	29
II.15. LES SERVICES	29
<i>II.15.1. Les services rendus aux entreprises</i>	29
<i>II.15.2. Les services rendus aux particuliers</i>	29
<i>II.15.3. Les services immobiliers</i>	30
<i>II.15.4. Les services de réparation mécanique</i>	30
II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	30
II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	31
<i>II.17.1 Les opérations bancaires</i>	31
<i>II.17.1.1 Les ressources collectées</i>	31
<i>II.17.1.2 Les crédits distribués</i>	32
II.18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	33
<i>II.18.1. La configuration du secteur</i>	33
<i>II.18.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	33
<i>II.18.3. Les Capitaux propres et intermédiation financière</i>	34
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE	35
<i>II.19.1 La Branche Non Vie</i>	35
<i>II.19.2 La Branche Vie</i>	36
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2016	37
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	37
III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES	38
<i>III.2.1. L'emploi dans le secteur public</i>	38
<i>III.2.2 Les salaires</i>	39
Répartition de la masse salariale par département.....	40
III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR	40
<i>III.1. L'évolution des exportations en valeur</i>	41
<i>III.3. Le partenariat économique</i>	43
<i>III.3.1 Les principaux fournisseurs</i>	44
<i>III.3.2. Les principaux clients du Gabon</i>	45
III.4 LA DETTE PUBLIQUE	47
III.5 LA SITUATION MONETAIRE	49
III.5.1 les principaux agrégats monétaires	50
III.5.1.1 La masse monétaire (M2)	50
III.5.1.2 Les ressources extra-monétaires	50
III.5.2 Les contreparties de la masse monétaire	50
III.5.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	50
III.5.3 La politique monétaire	51
IV.5.3.1 L'action sur la liquidité bancaire	51
IV.5.3.2 La politique des taux d'intérêt	51
III.6 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2015	52

<i>III.6.1. Les soldes budgétaires</i>	52
<i>III.6.2. L'exécution des recettes</i>	53
<i>III.6.2.1 Les recettes pétrolières</i>	53
<i>III.6.2.2 Les recettes hors pétrole</i>	53
<i>III.6.3. Les dépenses budgétaires</i>	54
<i>III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement</i>	54
<i>III.6.3.2 Les dépenses d'investissement</i>	55
<i>III.6.3.3 Les autres dépenses</i>	55
CONCLUSION	56
ANNEXES	57

L'économie mondiale a retrouvé progressivement les sentiers de la croissance. Toutefois, celle-ci demeure insuffisante pour créer plus d'emplois et résorber les déficits publics. Dans les pays avancés, les réformes structurelles et la politique monétaire ont permis de stimuler la demande qui a été le principal moteur de l'embellie actuelle.

Aux Etats Unis, la croissance a fléchi au premier trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent. La politique d'un dollar fort a pénalisé les exportations américaines et le relèvement entamé des taux d'intérêt freine l'investissement.

Dans la zone euro, la reprise est demeurée fragile. Ainsi, au premier trimestre, les taux de croissance certes positifs, sont restés très faibles, à l'exception notable de ceux de l'Allemagne et de l'Espagne.

Dans les pays émergents, la situation d'ensemble paraît divergente. La majorité des pays exportateurs de pétrole ont enregistré une expansion modeste. Les difficultés économiques actuelles du Brésil et de la Russie confirment la vulnérabilité des économies reposant essentiellement sur les matières premières. En Chine, l'économie poursuit sa mutation et a enregistré un taux de croissance supérieur à 6% au premier trimestre en glissement annuel.

Au Gabon, **le secteur primaire a continué à jouer un rôle majeur dans l'économie.** Au premier trimestre, les activités de ce secteur ont enregistré des résultats mitigés. Si au niveau du secteur pétrolier l'embellie s'est confirmée en ce qui concerne la production et les exportations, le contexte international marqué par la faiblesse des prix de vente a continué d'affecter les résultats des entreprises et des activités connexes.

De même, l'effondrement des cours de manganèse et l'abondance des stocks ont milité pour un arrêt temporaire de la production de manganèse par la Comilog au cours du mois de mars. L'activité aurifère a suivi la même tendance avec une baisse de la production, suite à des difficultés techniques. Les cultures de rente, à travers la production de caoutchouc usiné, ont reculé, dans un contexte de chute des cours.

Dans ce secteur, seule l'exploitation forestière est parvenue à se maintenir aussi bien au niveau de la production que des ventes.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité manufacturière a progressé, grâce notamment aux agro industries dont l'essentiel des composantes (à l'exception des huiles et corps gras et de la production sucrière) ont enregistré des performances appréciables. De même, l'industrie du bois a été bien orientée dans l'ensemble de ses composantes et constitue désormais une valeur sûre du tissu industriel national.

De même, après avoir rencontré de nombreuses difficultés l'année précédente, la branche raffinage est de nouveau bien orientée. La distribution de l'eau et de l'électricité a été satisfaisante au cours de la période, suite aux travaux de modernisation et de renforcement de l'outil de production réalisés sur les deux années précédentes.

Par contre, la branche BTP, est demeurée en difficulté et peine à retrouver son dynamisme du fait de la faiblesse des commandes et des problèmes de trésorerie.

Le **secteur tertiaire** a fortement décroché au premier trimestre au regard de l'évolution négative de l'activité de la majorité de ses branches, à l'exception de la branche de l'immobilier.

Les résultats du commerce extérieur se caractérisent par une nouvelle chute du solde commercial (-56%) suite à une contraction plus importante des exportations (-41,1%) par rapport aux importations (-29,6%).

L'économie mondiale s'est raffermie au cours des trois premiers mois de l'année 2016. Cette évolution s'est traduite par des performances économiques diverses dans les différents ensembles économiques.

Ainsi, dans les pays avancés la croissance économique bien que moyenne est désormais bien orientée. Elle est soutenue par la baisse des prix de l'énergie et le dynamisme de la demande globale, dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Dans les pays émergents et en développement, la reprise progressive de la demande en provenance des pays avancés et de la Chine a constitué des facteurs positifs.

Toutefois, des incertitudes subsistent, notamment celle liée à l'éventualité de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne et celle concernant le rééquilibrage de l'économie chinoise vers un modèle de croissance plus inclusif. Par ailleurs, on a noté la baisse prolongée des cours des matières premières dont ceux du pétrole est demeuré une source de préoccupation dans de nombreux pays producteurs.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, la tendance haussière de la production engagée depuis l'année précédente s'est poursuivie au premier trimestre 2016. Cette évolution a été rendue possible par la bonne tenue de la demande, soutenue par le recul des prix de l'énergie dans la plupart des pays et par une politique monétaire accommodante. Ainsi, en rythme annuel, la croissance des pays avancés devrait se situer à 1,9% en 2016.

Aux **États-Unis**, la croissance économique a baissé pour se situer 0,2% au premier trimestre 2016 contre 0,3% au dernier trimestre de l'année précédente. L'économie est pénalisée par un dollar fort et une demande extérieure atone.

Entre janvier et mars, la croissance économique au **Japon** a atteint 0,5%, après un recul de -0,4% au trimestre précédent, évitant ainsi une récession. Cette embellie a été tirée par la consommation des ménages et le commerce extérieur.

La croissance économique de la **Zone euro** a légèrement accéléré au premier trimestre 2016. Le PIB a progressé de 0,6% contre 0,4% au dernier trimestre de l'année précédente. Cette évolution s'explique par la vigueur de la consommation des ménages, entretenue par l'effet prix du pétrole et une contribution positive de l'investissement porté par une politique monétaire accommodante.

L'économie **allemande**, principale moteur de la zone, a progressé de 0,7% au premier trimestre 2016 contre 0,3% au trimestre précédent. Cette évolution résulte de l'impulsion de la demande interne, venant à la fois de la consommation et de l'investissement. **En France**, l'accélération de la consommation des ménages et le rebond de l'investissement ont permis une croissance de 0,6% au premier trimestre 2016, légèrement supérieure à celle du dernier trimestre de l'année précédente (+0,4%).

L'**Espagne** a enregistré une progression de son produit intérieur brut (PIB) de 0,8% au premier trimestre. En effet, la demande intérieure est restée le principal moteur de la croissance, même si elle a fléchi. De même, après plusieurs mois de récession, le PIB de l'**Italie** a évolué de 0,3% en liaison avec un regain de la consommation des ménages. En Grèce en revanche, l'économie s'est contractée de 0,4% au premier trimestre 2016.

Hors zone euro, le **Royaume-Uni** a enregistré un ralentissement économique avec un taux de 0,4% au premier trimestre de 2016 contre 0,6% précédemment. Cette tendance est notamment la conséquence d'une mauvaise performance de l'industrie manufacturière et de la construction, non compensée par la bonne tenue du secteur dominant des services.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, de nombreux dysfonctionnements ont milité pour une croissance moyenne annuelle d'environ 4%. En effet, les conflits géopolitiques, la faiblesse des prix du pétrole et le durcissement des conditions financières ont constitué des sources d'incertitude.

L'économie **chinoise** a enregistré au premier trimestre 2016 une expansion de 6,7% en glissement annuel. Après avoir montré des signes d'essoufflement, la deuxième économie du monde, portée à nouveau par la production industrielle et les investissements, est demeurée solide.

En Inde, la baisse des prix des produits de base et les récentes réformes économiques ont permis une activité robuste qui a engendré une croissance à 8% en glissement annuel au premier trimestre.

L'économie **russe**, en récession suite à l'effondrement des cours du pétrole et aux sanctions internationales, est demeurée enlisée. Le PIB s'est à nouveau contracté de 1,2% au premier trimestre et en glissement annuel.

La situation économique en Amérique latine et dans les Caraïbes est restée marquée par les difficultés de l'économie **brésilienne**, première puissance économique régionale. Ce pays traverse la plus longue dépression de son histoire marquée par un taux d'inflation et un niveau de chômage élevés, ainsi qu'une monnaie en perte de vitesse. En conséquence, l'économie s'est contractée de 5,1% au premier trimestre.

Dans les autres pays de la région, notamment au **Venezuela** et en **Argentine**, la baisse des prix des matières premières et une demande extérieure atone ont pénalisé l'expansion économique.

Au **Moyen-Orient** et en **Afrique du Nord**, l'économie profiterait de l'augmentation du volume du commerce mondial (3,1% contre 2,8% en 2015). En effet, l'expansion se situerait à 3,1% en 2016 contre 2,5% en 2015.

Après plusieurs années d'une croissance rapide, l'économie de nombreux pays **d'Afrique subsaharienne** a marqué le pas. La baisse des prix des matières premières a réduit les perspectives budgétaires et de développement de plusieurs pays. A cela, il convient d'ajouter d'autres sources de blocage internes à chaque pays : sécheresse, pénurie d'électricité, instabilité politique et menaces sécuritaires. A contrario, les économies peu dépendantes du pétrole ont enregistré des résultats appréciables (Côte d'Ivoire, Kenya et Rwanda).

En définitive, l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une croissance de 3% en 2016 après 3,4% en 2015.

II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2016

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Manganèse	↘
Or	↘
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Cultures maraichères et vivrières</i>	↗
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Elevage</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↘
Télécommunications	↘
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↘

<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie et restauration	↘

II.2.LE PETROLE

La production pétrolière à fin mars 2016 a atteint 2,87 millions de tonnes (20,9 millions de barils), soit une hausse de 0,8% par rapport à fin mars 2015, suite aux performances enregistrées par les sociétés Total Gabon, Maurel & Prom, Vaalco et Perenco, en liaison avec les travaux d'optimisation des rendements réalisés les années précédentes.

Parallèlement, les exportations ont connu un accroissement de 3,9%, atteignant 2,82 millions de tonnes, suite à la fermeté des ventes vers l'Asie (+22,7%), l'Amérique latine et les Caraïbes (+8,4%).

Face à la persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande mondiale de pétrole, le prix moyen du Brent s'est situé à 33,89 dollars le baril, en baisse de 37,2% par rapport à 2015 sur la même période. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais a accusé une chute de 39,6% à 29,99 dollars le baril.

En revanche, le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est apprécié de 2,2% à fin mars 2016 pour s'établir à 595,516 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en millions de tonnes)	2,846	2,870	0,9%
Exportation (en millions de tonnes)	2,662	2,765	3,9%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	53,970	33,89	-37,2%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	49,684	29,99	-39,6%
Taux de change (\$US/FCFA)	582,707	595,516	2,2%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3.LES MINES

II.3.1 Le manganèse

A fin mars 2016, l'industrie sidérurgique internationale a été marquée par la baisse de la production mondiale d'acier au carbone de 4%, avec pour conséquence l'effondrement des cours du minerai de manganèse qui ont atteint leur plus bas niveau jamais enregistré depuis la création de l'indice CIF Chine 44% à 2,07 USD/dmtu en moyenne au premier trimestre 2016.

Dans ce contexte défavorable, Comilog a décidé de suspendre, durant près de 4 semaines sa production afin d'expédier les stocks qui s'étaient accumulés au port d'Owendo. Ainsi, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a connu un net recul (-27,6%), se situant à 687 910 tonnes.

Parallèlement, les ventes de minerai et d'agglomérés de manganèse ont baissé de 3,8% pour s'établir à 779 703 tonnes. En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 30,4% à 54,1 milliards de FCFA, exacerbé par l'effondrement des prix du manganèse, malgré le redressement observé au mois de mars (+40% par rapport à février à 2,53 USD/dmtu).

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	950 137	687 910	-27,6%
Ventes	810 113	779 703	-3,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	77 773	54 152	-30,4%

Source : Comilog, CICMHZ

II.3.2 L'or

L'activité aurifère a enregistré des contre-performances au cours du premier trimestre 2016, suite aux difficultés techniques rencontrées par l'opérateur qui ont entraîné l'arrêt de la production de la mine au mois de janvier. Ainsi, la production de l'or a régressé de 9% pour se situer à 308 kg, soit 67 lingots.

Sur le plan commercial, la valeur marchande de cette production est été évaluée à 4,8 milliards de FCFA, en recul de 20% par rapport à fin mars 2015, en raison notamment de la baisse des cours mondiaux.

Evolution de l'activité aurifère

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (KG)	339	308	-9,0%
Lingots (Nombre)	55	67	21,8%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	6 063	4 850	-20,0%

Source : REGG Gabon

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

La conjoncture de l'activité forestière a été favorable au regard de tous les indicateurs. En effet, la production a progressé de 29,3% pour atteindre 340 922 m³, en raison de la disponibilité des surfaces forestières exploitables. De même, les ventes aux industries locales ont observé une forte croissance (+220,6%) pour s'établir à 110 834 m³, en raison de la hausse de la demande des industries ne disposant pas de permis forestiers.

Evolution de l'activité forestière

(en m ³)	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production forestière	263 739	340 922	29,3%
Achats de grumes	19 084	28 689	50,3%
Ventes aux industries locales	34 573	110 834	220,6%

Sources: Cora Wood, Somivab, Cbg, Ceb, Bso, Rfm, Sngb, Rougier, Egg, Tbni, Sbl, Mpb, Seef

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Les cultures maraichères et vivrières

Au premier trimestre 2016, la production maraichère a connu une baisse de 13%, se situant à 154 tonnes, en raison du décalage saisonnier qui a perturbé les récoltes. Dans le même temps, la production vivrière a enregistré une hausse de 25,9% à 6 607 tonnes, suite à l'extension des surfaces cultivables et à l'amélioration des rendements.

Sur le plan commercial, les ventes des produits maraichers et vivriers ont généré un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de FCFA, en hausse de 31,2% par rapport au premier trimestre de 2015.

Evolution de l'activité de culture maraichère et vivrière

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Produits maraichers (en tonnes)	177	154	-13,0%
Produits vivriers	5 246	6 607	25,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 822	2 391	31,2%
Maraichage	92	84	-8,4%
Vivrier	1 731	2 307	33,3%

Source : IGAD

II.5.2. Les cultures de rente

II.5.2.1. Le caoutchouc naturel

La filière caoutchouc naturel s'est caractérisée par des contre-performances au cours du premier trimestre 2016. Ainsi, la production de granulé s'est repliée de 28,7% pour s'établir à 2 995 tonnes, en raison des faibles quantités de caoutchouc en fonds de tasse envoyées à l'usine. En conséquence, sous l'effet conjugué de la baisse des quantités exportées et du repli des cours mondiaux du caoutchouc naturel, le chiffre d'affaires a chuté de 40,7% pour se situer à près de 2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Caoutchouc usiné (en tonnes)	4 203,5	2 994,9	-28,8%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	4 166,7	2 841,7	-31,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 323,3	1 970,6	-40,7%
Effectifs	182,0	183,0	0,5%
Masse salariale	318,9	309,4	-3,0%

Source : SIAT

II.5.3. L'élevage

II.5.3.1.L'élevage bovin

Au cours du premier trimestre 2016, le cheptel du ranch Nyanga a augmenté de 4,5% pour atteindre 4 970 têtes contre 4 756 à la même période en 2015, en raison de la diminution du nombre de décès des veaux.

A l'inverse, l'abattage des animaux réformés a ralenti durant la période sous-revue, d'où la chute des ventes de viande de 25,1% à 21 tonnes contre 28 tonnes en 2015, pour un chiffre d'affaires en baisse à 86 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage bovin

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Effectif du cheptel	4 756	4 970	4,5%
Vente de viande (en kg)	28 093	21 028	-25,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	113	86	-23,5%
Effectif	19	22	15,8%
Masse salariale	32	28	-14,6%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.5.3.2.L'élevage porcin et avicole

A fin mars 2016, l'élevage de poules et de porcs s'est caractérisé par une diminution du cheptel, suite aux difficultés d'approvisionnement en aliments pour bétail et au manque de professionnalisme des exploitants indépendants. Ainsi, le nombre de poules pondeuses et de porcs a baissé de 47,9% et 13,2% respectivement, soit 44 517 poules et 826 porcs. La production des œufs et de viande a suivi la même tendance baissière, pour un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de FCFA, en repli de 44,7%.

Evolution de l'activité de l'élevage porcin et ovin

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Cheptel poules	85 521	44 517	-47,9%
Cheptel porcs	952	826	-13,2%
Production des œufs (milliers d'unités)	21 551,3	11 218,3	-47,9%
Production viande poule (kg)	162 490	84 582	-47,9%
Production viande de porcs (kg)	76 160	66 080	-13,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 315,3	1 279,3	-44,7%

Source : Igad

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. La minoterie et l'aviiculture

L'activité meunière et avicole a affiché des résultats globalement positifs à fin mars 2016, suite à l'approvisionnement régulier de l'usine en blé. Ainsi, la production defarine a progressé de 2% pour se situer à 17 132 tonnes. De même, la production des œufs,des aliments pour bétail et des issues s'est raffermie.

Sur le plan financier, les ventes des produits de la société ont généré un chiffre d'affaires de 8,3 milliards de FCFA, en hausse de 4,6% par rapport à fin mars 2015.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Farine (en tonnes)	16 788	17 132	2,0%
Issues (en tonnes)	4 771	4 867	2,0%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 572	7 124	8,4%
Œufs (en milliers d'unités)	10 699	11 052	3,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 905	8 271	4,6%
Effectifs	216	216	0,0%
Masse salariale	767	694	-9,5%

Source : Smag

II.6.2. Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras a enregistré des contre-performances industrielles et commerciales au terme des trois premiers mois de 2016. En effet, l'huile raffinée et le savon ont vu leur production reculer de 27,6% et 26,2% respectivement, à cause de la faiblesse des quantités d'huile rouge brute à raffiner et de la saturation du marché par les produits importés. En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 34,8% à 1,3 milliard de FCFA, plombé par la mévente d'oléine et de savon.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	2 479,2	1 833,0	-26,1%
Huile raffinée	1 479,3	1 070,5	-27,6%
Savons	411,2	303,5	-26,2%
Ventes (en tonnes)	1 939,0	1 286,2	-33,7%
Huile raffinée	1 220,6	932,6	-23,6%
Savons	718,4	353,6	-50,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 012,7	1 311,4	-34,8%
Effectifs	175	157	-10,3%
Masse salariale	268,6	260,9	-2,9%

Source : SIAT

II.6.3. La production sucrière

La raffinerie de sucre a connu des résultats contrastés au cours des trois premiers de 2016. En effet, sur le plan industriel, le volume total de sucre transformé a chuté de 40,1% pour se situer à 2 806 tonnes, en raison de la contraction de la demande de sucre de 1kg par les principaux clients (hôtels et restaurants) compte tenu de la conjoncture défavorable.

A l'inverse, sur le plan commercial, la bonne tenue des ventes de granulé de 50 kg aux brasseries et aux boulangeries (+14%) a induit un accroissement du chiffre d'affaires de 4,8% pour un montant de 5,3 milliards de FCFA à fin mars 2016.

Evolution de l'activité sucrière

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Total du sucre transformé (en tonnes)	4 681	2 806	-40,1%
Sucre (en morceaux)	2 551	2 806	10,0%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	2 130	0	-
Ventes (en tonnes)	7 861	8 572	9,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 034	5 276	4,8%
Effectifs	385	375	-2,6%
Masse salariale	728	882	21,2%

Source : Sucaf

II.6.4. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées s'est caractérisée à fin mars 2016 par des résultats globalement positifs. Ainsi, la production consolidée a augmenté de 14,8% pour atteindre 757 744 hectolitres, à la faveur des travaux d'augmentation des capacités et de modernisation des différentes unités de production. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est accru notablement (+39,6%) pour s'établir à 52,8 milliards de F CFA, en raison de la fermeté de la demande domestique.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en hectolitres)	660 339	757 744	14,8%
Bières	368 932	396 587	7,5%
Boissons gazeuses	271 514	300 570	10,7%
Vins	8 017	13 011	62,3%
Divers	11 877	47 576	300,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	37 806	52 792	39,6%
Effectifs	963	979	1,7%
Masse salariale	3 193	3 073	-3,8%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.5. L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à 173 581 hectolitres à fin mars 2016, soit une augmentation de 11,1%, suite aux travaux d'amélioration de l'outil de production qui a obtenu sa certification. Parallèlement, le chiffre d'affaires a progressé de 18,2%, à 3,9 milliards de FCFA, en raison de la fermeté de la demande locale.

Les effectifs ont augmenté de 21,2% pour se situer à 63 agents permanents, suite à l'agrandissement de l'usine, pour une masse salariale de 202 millions de FCFA (+24,7%).

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production d'eau (en hectolitres)	156 299	173 581	11,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 301	3 904	18,3%
Effectifs	52	63	21,2%
Masse salariale	162	202	24,4%

Source : Soboléco

II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS

Les industries du bois ont enregistré des résultats appréciables à fin mars 2016, au regard de l'évolution des principaux indicateurs d'activité. En effet, sur le plan industriel, la production a augmenté de 13% pour atteindre 179 852m³, suite à l'amélioration des conditions d'approvisionnement des unités de transformation en grumes.

Les ventes locales se sont caractérisées par une quasi-stagnation pour s'afficher à 10 921 m³. Par contre, les exportations ont observé une forte hausse de 30,3% pour atteindre 164 274m³, attribuable au dynamisme du marché international.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	159 102	179 852	13,0%
Ventes locales	10 952	10 921	-0,3%
Exportations	126 097	164 274	30,3%

Sources: DICB, Cora Wood, Rougier, Tbni, Rfm, Ceb, Cpb, Thébault-Transbois, Tgi, Sheng Yang, Mpb, Rfm, Snb

II.7.1. Les unités de sciage

Les unités de sciage ont été marquées par de bonnes performances au cours des trois premiers mois de 2016. En effet, sur le plan industriel, la production est passée de 97 936 m³ à 105 126m³, soit une augmentation de 7,3%, en raison de la montée en puissance des unités nouvellement installées et du bon approvisionnement des unités de transformation en matière première.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations se sont appréciées de 21,4% et 28,3% respectivement, en raison de la vitalité de la demande du marché domestique et international de sciages.

Evolution de l'activité de sciage

(en m ³)	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	97 936	105 126	7,3%
Ventes locales	8 200	9 954	21,4%
Exportations	79 427	101 927	28,3%

Sources: DICB, Cora Wood, Sitrab, Tbni, Rfm, Ceb, Rougier, Egg, Somivab, Mpb, Bso

II.7.2. Les unités de déroulage

- *Le placage*

La production a augmenté de 25,1% pour s'établir à 58 379m³. Cette situation s'explique par un rythme régulier d'approvisionnement des usines en grumes. De même, les exportations se sont également accrues de 36,4% pour atteindre 48 263m³, en raison de l'accroissement de la demande internationale de produits de placage.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	46 654	58 379	25,1%
Exportations	35 372	48 263	36,4%

Sources: DICB, Cora Wood, Cema, Thébault-transbois, Tgi, Snbj, Pdg, Cpbj, Rumbunan

- ***Le contreplaqué***

L'activité de fabrication de contreplaqué a connu de résultats appréciables, malgré le repli des ventes locales. En effet, la production a progressé de 12,6% à 16 347 m³, en raison du fonctionnement régulier des usines. Parallèlement, les exportations ont enregistré une hausse de 24,7% justifiée par les commandes soutenues du marché international. Cependant, les ventes locales ont chuté de 64,9% pour se situer à 967 m³, en raison de la contraction de la demande locale.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	14 512	16 347	12,6%
Ventes locales	2 752	967	-64,9%
Exportations	11 298	14 084	24,7%

Sources: Cora Wood, Rougier, Sheng Yang, OteemVeener

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. La chimie

- ***Les peintures***

L'activité de fabrication de peintures a enregistré des résultats mitigés au cours des trois premiers mois de 2016. En effet, la production s'est améliorée de 10,5% pour se situer à 1 032,7 tonnes. Cependant, en raison de la faiblesse des commandes des principaux clients industriels, le chiffre d'affaires a chuté de 16,9% pour s'établir à 1,9 milliard de FCFA sur la même période.

Les effectifs ont diminué de 9,9% à 73 salariés, en raison des départs de certains agents, pour une masse salariale de 205,7 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en tonnes)	934,5	1 032,7	10,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 314,4	1 922,2	-16,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	206,7	205,7	-0,5%
Effectifs (en nombre)	81,0	73,0	-9,9%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- *Les lubrifiants*

La fabrication de lubrifiants s'est caractérisée par un regain d'activité durant les trois premiers mois de 2016, sous l'effet des commandes soutenues des marqueteurs. Ainsi, la production de lubrifiants a progressé de 13,9% à 705,7 tonnes. De même, les emballages métalliques et plastiques ont enregistré un accroissement de 20,2%, passant de 14 313 unités à 17 204 unités à fin mars 2016. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 13,1% pour se situer à 1,1 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	620	706	13,9%
Emballages (en unités)	14 313	17 204	20,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	948	1 071	13,0%
Effectifs (nombre d'agents)	44	39	-11,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	165	107	-35,0%

Source : PIZOLUB

- *Les gaz industriels*

Au terme des trois premiers mois de 2016, la production consolidée des gaz a connu une augmentation de 10,6%, soit 85 500 m³, tirée par la bonne tenue des commandes de l'azote liquide par les pétroliers et la raffinerie de produits pétroliers.

Cependant, le chiffre d'affaires a chuté de 28,1% à 667,8 millions de FCFA, en liaison avec la faiblesse des ventes de l'oxygène et de l'acétylène auprès des structures hospitalières et des clients industriels.

Par ailleurs, au niveau de l'emploi, les effectifs ont été réduits de 7,5% à 62 agents, pour une masse salariale de 177,8 millions de FCFA, en hausse de 1,6% compte tenu du paiement des droits liés aux licenciements.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en m ³)	77 300	85 500	10,6%
Oxygène	62 600	48 100	-23,2%
Azote gazeux	3 800	5 000	31,6%
Azote liquide	4 300	26 400	514,0%
Acétylène	6 600	6 000	-9,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	929	668	-28,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	175	178	1,6%
Effectifs (nombre d'agents)	67	62	-7,5%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2. Les matériaux de construction

La branche de fabrication de ciment a été marquée au cours des trois premiers mois de 2016 par de bonnes performances, suite à la mise en service de la nouvelle usine de Cimaf à Owendo depuis le mois d'août 2015. Ainsi, la production de ciment a progressé de manière notable (+77,4%) pour atteindre 78 976 tonnes à fin mars 2016.

Parallèlement, les volumes vendus de ciment sur le marché local se sont accrus de 83,3% à 79 560 tonnes, générant un chiffre d'affaires de 6,2 milliards de FCFA, soit un relèvement de 66,6% par rapport au premier trimestre de 2015.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en tonnes)			
Ciments	44 517	78 976	77,4%
Ventes de ciment (en tonnes)	43 394	79 560	83,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 730	6 215	66,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	507	546	7,7%
Effectifs	136	152	11,8%

Source : CIMGABON, CIMAF

II.8.3. La seconde transformation des métaux

L'activité de transformation de l'aluminium en tôles s'est raffermie sur la période sous-revue. En effet, la production des tôles a fortement augmenté (+185,8%) pour s'établir à 1 614,5 tonnes, en vue d'anticiper la progression de la demande liée aux travaux de construction. Par ailleurs, une amélioration de l'approvisionnement en aluminium a mis fin aux difficultés rencontrées l'année précédente et qui ont conduit à un recul conjoncturel de la production de tôles. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a observé un repli de 2,8% à 1,6 milliards de FCFA au 31 mars 2016, en lien avec l'atonie de l'activité dans le BTP.

Au niveau de l'emploi, le renforcement des effectifs de 22,2% à 55 agents permanents a induit une hausse de la masse salariale de 21% (138,2 millions de FCFA) sur la même période.

La seconde transformation des métaux

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en tonnes)	565,0	1 614,5	185,8%
Tôles minces	230,4	808,7	250,9%
Tôles épaisses	334,5	805,8	140,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 628,8	1 583,1	-2,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	114,1	138,2	21,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	45	55	22,2%

Sources : SOTRALGA

II.9. LE RAFFINAGE

La raffinerie a clôturé son premier trimestre de l'année 2016 avec des résultats appréciables au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs d'activité. En effet, sur le plan industriel, le volume du brut traité a quasiment doublé, passant de 113 475 tonnes métriques (TM) en 2015 à 260 998 TM à fin mars 2016, renforcé par l'amélioration de l'outil de production et l'absence d'incidents techniques.

Dans le domaine commercial, tous les produits pétroliers raffinés se sont bien comportés tant sur le plan national qu'extérieur, notamment les résidus atmosphériques, le super carburant et le gasoil dont les quantités vendues ont progressé de façon exponentielle. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 25,7% pour se situer à 54,9 milliards de FCFA, sous l'effet des exportations. Le léger repli du chiffre d'affaires réalisé sur le marché intérieur est attribuable à la révision à la baisse des prix des carburants à la pompe suite à la réactivation du mécanisme d'indexation des prix à la pompe.

Evolution de l'activité de raffinage

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
TOTAL DU BRUT TRAITE	113 475	260 998	130,0%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	10 555	10 934	3,6%
Super (m ³)	11 907	25 646	115,4%
Pétrole lampant (m ³)	4 562	8 700	90,7%
Turbine fuel 1 (m ³)	3 497	12 138	247,1%
Gasoil moteur (m ³)	96 995	125 563	29,5%
Résidu atmosphérique export (TM)	11 127	153 100	1275,9%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	43 690	54 913	25,7%
Chiffre d'affaires intérieur	42 170	41 893	-0,7%
Chiffre d'affaires export	1 520	13 021	756,6%

Source : Sogara

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

La branche distribution de l'eau et de l'électricité s'est caractérisée par des résultats globalement satisfaisants au terme des trois premiers mois de 2016, suite aux travaux de modernisation et de renforcement de l'outil de production réalisés sur les deux années précédentes.

II.10.1 L'électricité

Au premier trimestre 2016, la production nette d'électricité s'est établie à 609Gwh, soit une amélioration de 5,1%, suite à la mise en service des groupes électrogènes, alors les achats d'électricité se sont contractés.

Parallèlement, les ventes se sont accrues de 6,8% pour se situer à 448,5 Gwh, soutenues par les consommations croissantes des ménages et des entreprises. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a progressé de 6,9% pour atteindre 43,1 milliards de FCFA au 31 mars 2016 contre 40,3 milliards de FCFA à la même période en 2015.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production nette (en GWh)	579,7	609,0	5,1%
Production nette SEEG	490,8	525,5	7,1%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	88,8	83,5	-6,0%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	419,9	448,5	6,8%
Volumes facturés MT hors cession	148,8	159,9	7,4%
Volumes facturés BT hors cession	271,1	288,6	6,5%
Chiffre d'affaires hors cession (en millions de FCFA)	40 315,2	43 113,0	6,9%
CA MT hors cession	12 204,2	12 877,0	5,5%
CA BT hors cession	28 111,0	30 236,0	7,6%

Source : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2. L'eau

La production nette de l'eau potable s'est raffermie de 5,2% à 28,3 millions de m³, appuyée par le renforcement des réseaux de desserte et la mise en service en début d'année de la nouvelle station de pompage installée à Ntoumavec une capacité supplémentaire de 16000 m³/jour.

En revanche, les ventes hors cession de l'eau ont régressé de 18% à fin mars 2016 pour se situer à 14,9 millions de m³. Conjointement, le chiffre d'affaires a diminué de 7%, à 6,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production nette	26 914,0	28 320,0	5,2%
Ventes hors cession	18 225,9	14 890,0	-18,3%
CA hors cession (en millions de FCFA)	6 661,2	6 190,0	-7,1%

Source: SEEG

II.11LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

L'activité du secteur BTP a enregistré un nouveau recul au premier trimestre 2016. En effet, la production consolidée a connu une baisse considérable, imputable au déclin du segment bâtiment et génie civil (-61%) à 50 milliards de FCFA, en raison du ralentissement et/ou de l'arrêt de certains chantiers en cours de réalisation, ainsi que de l'absence de nouveaux chantiers d'envergure.

Dans le même temps, les activités du segment pose de lignes d'eau, d'électricité et de téléphone se sont contractées de 27,1% pour se situer à 4,5 milliards de FCFA.

Dans ces conditions, de nombreuses entreprises ont procédé au licenciement des agents, induisant une réduction de 13,4% des effectifs et de 20,4% de la masse salariale.

Evolution de l'activité des BTP

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en millions de FCFA), dont :	135 866	55 020	-59,5%
Bâtiment et Génie civil	129 650	50 486	-61,1%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	6 216	4 534	-27,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	9 454	7 529	-20,4%
Effectifs (nombre d'agents)	3 722	3 224	-13,4%

Sources : SocobaEdtpl, Colas, Acciona, Sino hydro, Crbc, Sogafric, Seteg, ETE, Bouygues, Sogacer, Sericom, Corail, Cfhcc Gabon.

II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1. Le transport aérien

La branche du transport aérien a amorcé l'année 2016 par une activité morose comparativement à la même période en 2015. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 6,5%. Cette évolution est attribuable à la baisse du trafic au niveau du réseau domestique alors que le réseau international augmente de 2%. Cette évolution a induit un repli de 3% du nombre de passagers transportés à 236 304 à fin mars 2016. Le fret a suivi la même tendance baissière (-19,5%) avec un volume de 3 389 tonnes de marchandises transportées au premier trimestre 2016.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Mouvements Avions Commerciaux	5 612	5 249	-6,5%
- Réseau domestique	2 845	2 426	-14,7%
- Réseau international	2 767	2 823	2,0%
Passagers	243 633	236 304	-3,0%
- Réseau domestique	67 248	58 181	-13,5%
- Réseau international	149 101	142 139	-4,7%
- Transit	27 284	35 984	31,9%
Volume du fret (en tonnes)	4 211	3 389	-19,5%
- Réseau domestique	342	188	-45,0%
- Réseau international	3 869	3 201	-17,3%

Source: ADL

II.12.2. Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire a achevé le premier trimestre 2016 par des résultats mitigés, avec une hausse des passagers et du chiffre d'affaires contre un repli des marchandises transportées. En

effet, le nombre de passagers transportés a augmenté de 33,7% pour s'établir à 50 193 personnes, en raison d'une meilleure régularité des trains résultant des travaux de maintenance et de stabilisation de la voie.

A contrario, le volume global de marchandises acheminées par rails a fléchi de 17,9% à 908 144 tonnes plombé par le recul des quantités de manganèse et des produits pétroliers, en liaison avec la baisse d'activité dans ces secteurs. Ce repli a toutefois été atténué par la bonne tenue du transport des bois débités et des grumes. Ce niveau a induit un chiffre d'affaires de 11,6 milliards de FCFA, soit une progression de 11,9%.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Nombre de passagers	37 540	50 193	33,7%
Volume global des marchandises (en T)	1 106 121	908 319	-17,9%
Grumes	68 252	86 687	27,0%
Bois débités	6 126	10 828	76,8%
Manganèse	954 806	719 189	-24,7%
Produits pétroliers	14 243	12 247	-14,0%
Autres marchandises	62 694	79 368	26,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	10 402	11 644	11,9%

Source: SETRAG

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Au terme des trois premiers mois de 2016, la branche des télécommunications s'est caractérisée par des contre-performances. Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a reculé de 3% à 2,9 millions de clients, en liaison avec l'opération d'identification des clients, réalisée en 2015. De même, le nombre d'abonnés au téléphone filaire a baissé de 6,1%.

A l'inverse, le déploiement des services internet 3G/4G par deux opérateurs de téléphonie mobile à Libreville et à l'intérieur du pays a favorisé la croissance du nombre d'abonnés (+62,2%), avec 424,6 millesclients actifs à fin mars 2016.

Au total, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications a enregistré un repli de 4,2% au premier trimestre 2016, passant à 67,8 milliards de FCFA, résultant de la baisse continue des prix des communications et des forfaits internet.

Evolution du nombre des abonnés

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	70,749	67,763	-4,2%
Nombre d'abonnées au mobile (milliers)	2 868,4	2 783,7	-3,0%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	20,0	18,7	-6,1%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 888,4	2 802,5	-3,0%
Nombre d'abonnées à l'Internet GSM (milliers)	261,8	424,6	62,2%
Nombre d'abonnées à l'Internet haut débit (milliers)	10,7	12,1	12,7%

Source : Gabon-Télécom, AIRTEL Gabon, Moov Gabon et Azur Gabon

II.14 LE COMMERCE

II.14.1. Le commerce général structuré

La branche du commerce général structuré a enregistré une baisse de 3,1% à 98,4 milliards de FCFA de son chiffre d'affaires. Ce recul est lié à la contraction de la demande publique et privée, en liaison avec la conjoncture défavorable dans plusieurs secteurs d'activité.

Evolution du commerce général structuré

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	101,59	98,4	-3,1%

Source : Ceca-gadis, San, Nestlé-Gabon, Centre affaires, Sipagel, Mbolo, Gabon meca, Bernabe Gabon, Bati plus

II.14.2. Le commerce des véhicules neufs

- **Véhicules utilitaires**

La baisse amorcée depuis 2015 dans le commerce des véhicules neufs s'est poursuivie au premier trimestre 2016, avec une chute de 26,2% des ventes, pour se situer à 756 unités. Cette régression provient du tassement des commandes des principaux clients (Etat et sociétés privées).

Evolution du commerce des véhicules utilitaires

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Nombre de véhicules vendus	1 025	756	-26,2%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels) (union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

Afin mars 2016, le chiffre d'affaires des véhicules industriels s'est accru de 9,7% pour un montant de 5,9 milliards de FCFA, suite aux offres commerciales réalisées par le principal distributeur en vue de la reconquête du marché et à la hausse de la demande du secteur bois.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	5,37	5,89	9,7%

Source : Tractafrique Equipement

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

Au premier trimestre 2016, le commerce des produits pétroliers a connu un recul de 4,3% pour un volume de 162 673 tonnes. Cette situation s'explique essentiellement par la contraction des consommations de gasoil par les industriels, notamment le secteur des BTP du fait de la morosité de son activité.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Volumes vendus (en tonnes métriques)	170 052	162 673	-4,3%
<i>dont Gasoil</i>	122 010	111 631	-8,5%
<i>Supercarburant</i>	18 713	20 848	11,4%
<i>Kérosène</i>	10 872	11 818	8,7%

Source: GPP

II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a enregistré une légère baisse de 0,5% pour un chiffre d'affaires de 15,2 milliards de FCFA au cours de trois premiers mois de l'année 2016, traduisant une faiblesse des consommations des médicaments.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,32	15,24	-0,5%

Source : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15. LES SERVICES

II.15.1. Les services rendus aux entreprises

La branche des services rendus aux entreprises a vu son chiffre d'affaires régresser de 15,7% au premier trimestre 2016, à 8,7 milliards de FCFA. Cette contre-performance résulte du ralentissement des activités des services juridico-fiscaux et de certaines agences en conseil et management.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 317	8 697	-15,7%

Source: Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte Juridique Fiscal, Bureau Veritas, FEAG, CFAO Technologies, GBM, PWC, PWC Tax&Legal, CIS

II.15.2. Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers ont enregistré une baisse d'activité à fin mars 2016. En effet, le chiffre d'affaires s'est situé à près de 12 milliards de FCFA, en repli de 3,2% par

rapport à la même période en 2015, en raison de la faiblesse des prestations des sociétés, liées à la contraction de la demande.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 367	11 971	-3,2%

Sources : Sgjl, gesparc, Médical Optique, Casepga, Gabosep, Labocolor, Polyclinique El Rapha, Franstel, Pmug, Cabinet de groupe de médecins.

II.15.3. Les services immobiliers

Au cours du premier trimestre 2016, les services immobiliers ont connu une progression du chiffre d'affaires de 17,8%, soit 747 millions de FCFA. Cette évolution a été favorisée par la fermeté des transactions locatives et la hausse des prix de loyer liée au déficit en logements observé sur le marché

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	634	747	17,8%

Source: Agence N°1, AIL, Alliance, SNI, BICP, SCI Equateur

II.15.4. Les services de réparation mécanique

Le ralentissement des activités des services de mécanique générale observé en 2015 s'est poursuivi au premier trimestre 2016. En effet, la réduction des commandes en pièces détachées et la concurrence du secteur informel ont induit une régression du chiffre d'affaires de 9,4% à 4,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 540	4 115	-9,4%

Sources: PiècesEquip'Auto, Gabon Sprint Auto, ECIG, BobinageIndustrielGabonais

II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le secteur de l'hôtellerie et restauration a été caractérisé par un tassement de son activité au 31 mars 2016, en raison de l'atonie de l'activité économique globale et du report de l'exploitation de certains champs pétroliers. Ainsi, malgré l'affluence des clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale, le taux d'occupation a perdu 5,82 points à 45,25%.

De même, le chiffre d'affaires global du secteur a baissé de 3,9% à 11,5 milliards de FCFA, sous l'effet des contre-performances de la restauration collective. Cependant, il faut relever que l'amélioration du chiffre d'affaires de l'hôtellerie résulte essentiellement du relèvement des tarifs moyens de la nuitée (+11,4%).

Evolution de l'activité hôtelière

	Premier trimestre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 964	11 496	-3,9%
<i>Hôtels</i>	2 395	3 674	53,4%
<i>Restauration collective</i>	9 569	7 822	-18,3%
Chambres occupées (en nombre)	24 388	28 098	15,2%
Taux d'occupation (en %)	51,07	45,25	-5,82 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	115 055	128 147	11,4%

Sources : Rê-ndama, Radisson blu&Park Inn, Mandji, Sodexo, GSS Gabon, MDO Services, Newrest, Ayoba

II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

Au 31 mars 2016, le total agrégé des bilans des dix banques en activité s'établit à 2508 milliards de FCFA. Il a progressé de 5,3% comparativement à la même période de l'année précédente, en relation avec l'accroissement des dépôts collectés (+5,1% à 2 176 milliards de FCFA).

II.17.1 Les opérations bancaires

II.17.1.1 Les ressources collectées

Les ressources du secteur bancaire gabonais ont enregistré une augmentation au cours de la période sous revue.

Les ressources à vue se sont consolidées de 11,1% à 1 340 milliards de FCFA, en liaison avec la hausse des dépôts publics (+23,1%) et des dépôts privés (+6,6%). Les dépôts à vue ont représenté 61,6% du total des dépôts collectés contre 58,2% l'année précédente.

Les ressources à terme, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont raffermies de 2,6% à 749 milliards de FCFA en mars 2016. Elles ont représenté 34,4% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de

Types de comptes	31/03/2014	31/03/2015	31/03/2016	2016/2015
Comptes à vue	1 455 858	1 206 069	1 339 766	11,1%
Compte à terme	694 861	709 821	730 230	2,9%
Comptes de dépôts à régime spécial	19 782	20 315	19 108	-5,9%
Autres comptes	79 426	126 954	78 748	-38%
Dettes rattachées	8 593	7 382	8 094	9,6%
TOTAL DES DEPOTS	2 258 520	2 070 541	2 175 946	5,1%

Sources : Banques / DGEFP

Les dépôts publics ont augmenté de 23,1% à 294 milliards de FCFA au premier trimestre 2016. Ils ont représenté 13,5% du total des dépôts en mars 2016 contre 11,5% en mars 2015. Les dépôts des entreprises publiques ont baissé de 1,6% pour s'établir à 50 milliards de FCFA, représentant 2,3% des dépôts collectés.

Par ailleurs, les dépôts du secteur privé se sont consolidés de 6,6% à 1 715 milliards de FCFA à fin mars 2016. Ils ont représenté 78,8% du total des dépôts contre 77,7% l'année précédente.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/03/2014	31/03/2015	31/03/2016	2016/2015
Dépôts publics	438 922	238 746	293 788	23,1%
Dépôts des entreprises publiques	55 588	50 962	50 125	-1,6%
Dépôts privés	1 639 166	1 608 961	1 715 019	6,6%
dépôts des non résidents	36 825	37 537	30 172	-19,6%
dépôts non ventilés	88 019	134 336	86 842	-35,4%
TOTAL DES DEPOTS	2 258 520	2 070 541	2 175 946	5,1%

Sources : Banques / DGEFP

II.17.1.2 Les crédits distribués

Au premier trimestre 2016, les crédits bruts distribués se sont légèrement raffermis pour se situer à 1 723 milliards de FCFA contre 1 708 milliard de FCFA un an auparavant. Les crédits octroyés au secteur privé se sont repliés de 1,8% à 1169 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse d'activité économique nationale. Ils ont représenté 67,8% du total des crédits en mars 2016 contre 69,6% en mars 2015.

Les crédits aux administrations publiques se sont confortés de 5,2% à 435 milliards de FCFA à fin mars 2016. Ceux-ci ont représenté 25,3% de l'ensemble des crédits bruts distribués. En effet, les banques ont soutenu l'action du Gouvernement dans la finalisation des projets en cours.

Par ailleurs, les crédits consentis aux entreprises publiques représentant 2,5% de l'ensemble des crédits bruts se sont contractés de 17,6% à 43 milliards de FCFA en mars 2016.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2014	31/03/2015	¹ 31/03/2016	2016/2015
Crédits à l'Etat	341 834	414 135	435 467	5,2%
crédits aux entreprises publiques	102 544	51 596	42 535	-17,6%
Crédits au secteur privé	1 218 269	1 189 630	1 168 624	-1,8%
Crédits au non résidents	72 601	39 642	59 472	50,0%
Autres créances	30 081	13 757	15 382	11,8%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 765 323	1 708 759	1 722 644	0,8%

Sources : Banques / DGEFP

¹ Chiffres provenant des établissements bancaires hormis la BGD, la BHG et la Postbank.

II.18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

L'activité des établissements de microfinance a enregistré des performances encourageantes au premier trimestre 2016.

II.18.1.La configuration du secteur

Le nombre d'établissements de microfinance (EMF) en activité est passé de 10 à 12 dont quatre (4) de première catégorie et huit (8) de deuxième catégorie.

Répartition des EMF par localités

	Mars 2015	Mars 2016
Nombre d'EMF	10	12
Nombre d'agences	58	60

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Cette répartition consacre le contrôle du secteur par les sociétés anonymes (structures de la deuxième catégorie).

II.18.2.La couverture géographique et la clientèle des EMF

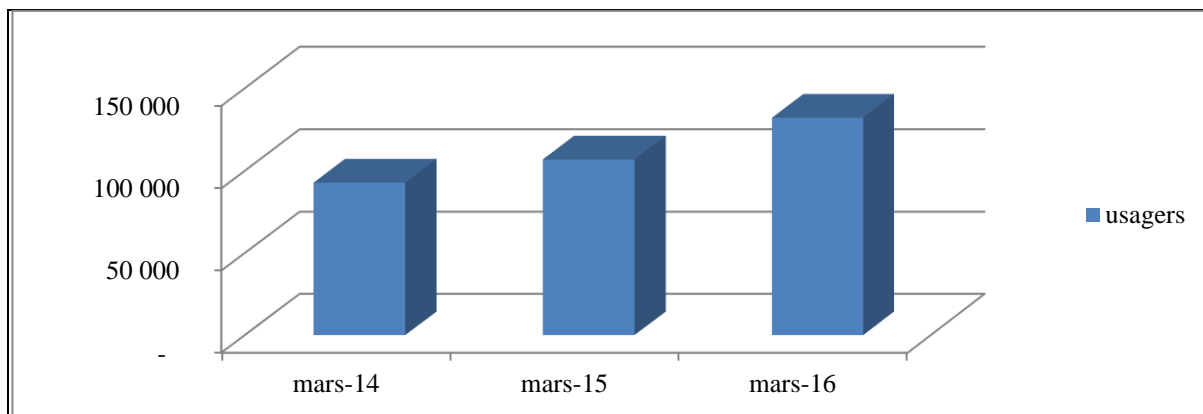
Le nombre d'agences et points de vente est passé de 58 à 60. Cette évolution traduit la volonté des opérateurs de se rapprocher des populations cibles. Toutefois, les activités sont majoritairement concentrées à Libreville avec 45 agences

Evolution des usagers et des effectifs

	mars 2015	mars 2016	Variation (%°)
usagers	106 861	132 158	23,7
effectifs	451	524	16,2

Source : EMF/Cellule Microfinance

Grâce aux efforts d'élargissement de la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires des services des EMF a enregistré une hausse de 15,1%, passant de 106 861 clients en mars 2015 à 132 158 clients en mars 2016.



Corrélés à la bonne tenue de l'activité du secteur, les effectifs employés ont évolué considérablement, passant de 451 agents en 2015 à 524 salariés au premier trimestre 2016.

II.18.3. Les Capitaux propres et intermédiation financière

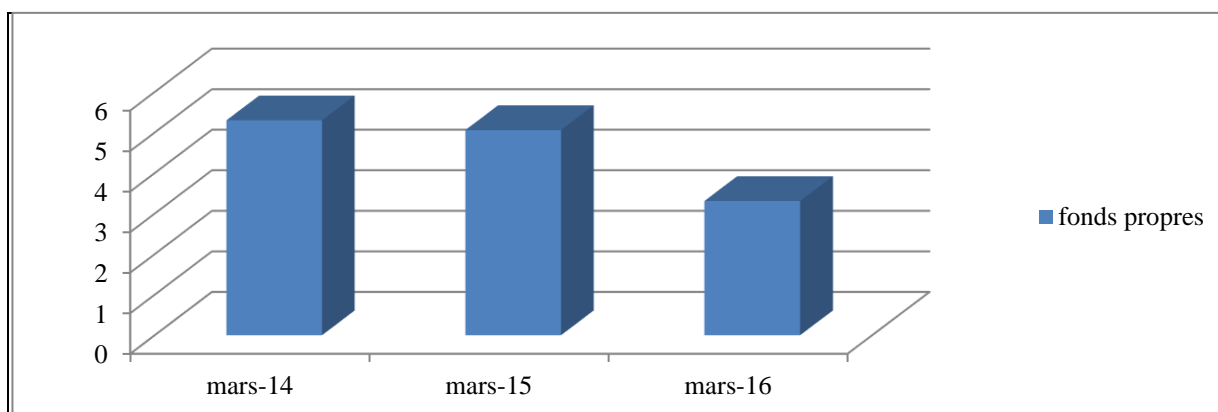
Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

En milliards de FCFA	mars 2015	mars 2016	Variation (%)
Fonds propres	5,06	3,31	-34,6
Encours de dépôts	34,51	34,67	0,5
Encours de crédits	22,86	29,79	30,3

Source : EMF/Cellule Microfinance

- *Les fonds propres*

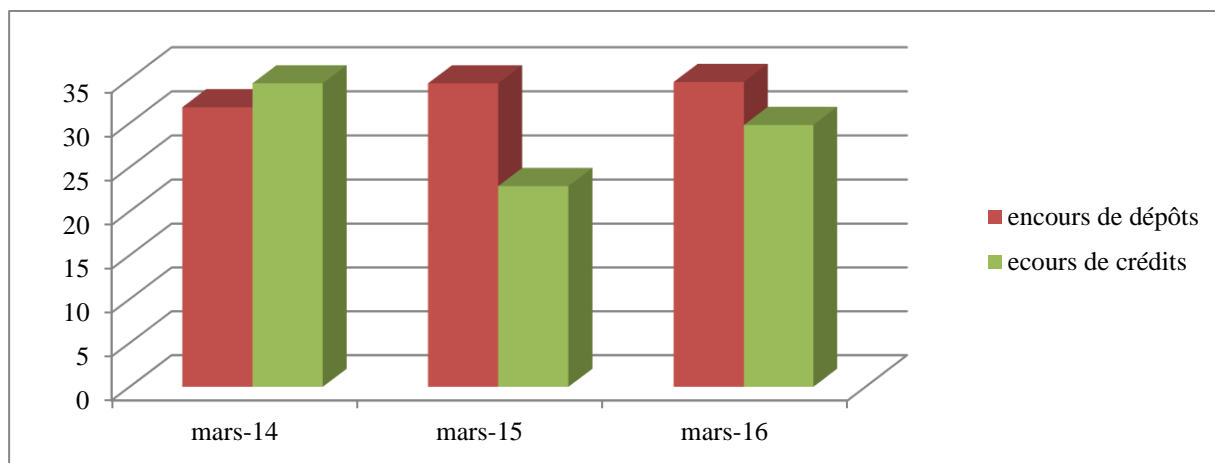
Les fonds propres des EMF établis à 3,31 milliards de FCFA à fin mars 2016 ont considérablement diminué (-34,6%), suite à la dégradation de la situation financière de certains EMF de deuxième catégorie.



- *Les activités d'intermédiation financière*

Les activités d'intermédiation financière montrent une tendance haussière. En effet, Les dépôts collectés à fin mars 2016 se sont élevés à 34,67 milliards de FCFA, en légère hausse de 0,5% par rapport à mars 2015. Cette performance est consécutive au lancement de nouveaux produits d'épargne.

Les crédits à la clientèle se sont chiffrés à 29,79 milliards de FCFA en mars 2016, soit une hausse de 30,3%. Les principaux produits qui ont été offerts sont le crédit de consommation ou social, le crédit immobilier, le crédit PME/PMI, le crédit destiné au financement des Activités Génératrices de Revenus et le crédit artisanal.



II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

La baisse de l'activité du secteur assurance observée à fin décembre 2015, s'est poursuivie au premier trimestre 2016. Ainsi, le chiffre d'affaires global s'est situé à 27,59 milliards contre 36,08 milliards de FCFA à la même période en 2015, en lien avec la réduction des émissions, notamment celles de la branche Non Vie.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 1ers trimestres 2015 et 2016

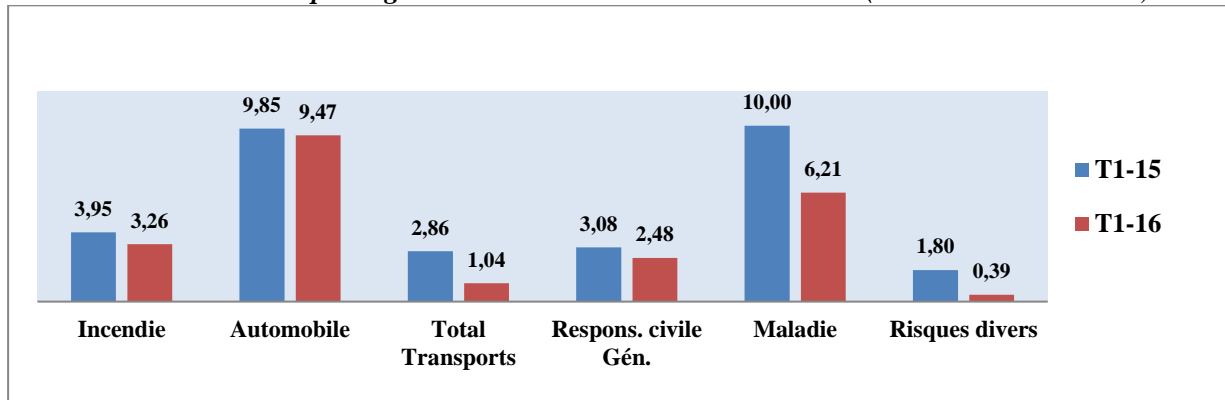
en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Var %	Parts
	T1-15	T1-16	T1-16/T1-15	T1-16
Branches				T1-16
Non Vie	31,55	22,90	-27,4%	83%
Vie	4,53	4,69	3,5%	17%
Total	36,08	27,59	-23,5%	100%

Source : Compagnies d'assurances ; * SUNU Gabon = prévisions

II.19.1 La Branche Non Vie

Au cours de la période sous revue, la branche Non Vie qui représente 83% du total des émissions du secteur a connu un ralentissement. Le chiffre d'affaires est passé de 31,55 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 à 22,90 milliards à la même période en 2016, soit une baisse de 27,4%. Ce recul touche notamment les produits à rendements garantis, qui ont enregistré des contre-performances, particulièrement « l'Automobile » (-3,9% à 9,47 milliards), « l'assurance Maladie » (-38% à 6,21 milliards), « l'Incendie » (-17,3% à 3,26 milliards) et « Total Transports » (-63,6% à 1,04 milliards).

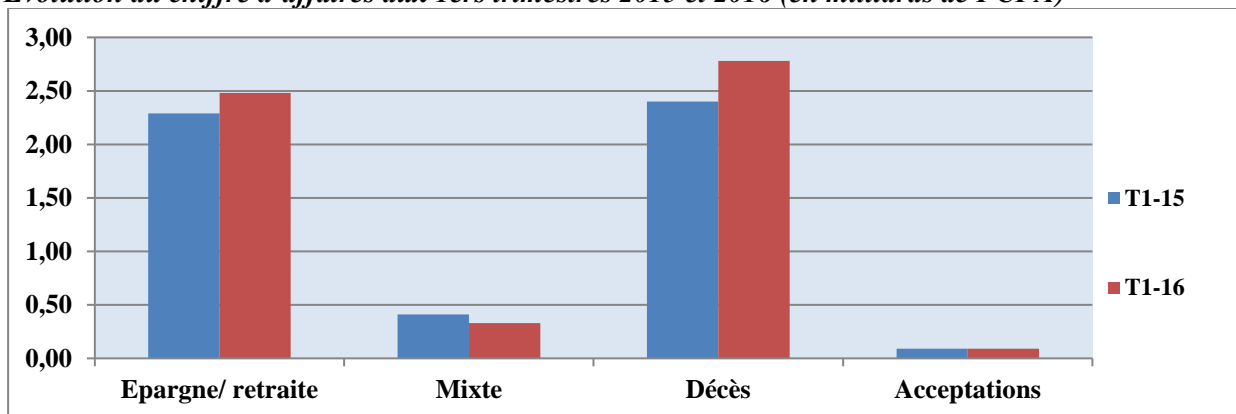
Evolution des cotisations par segment aux 1ers trimestres 2015 et 2016 (en milliards de FCFA)



II.19.2 La Branche Vie

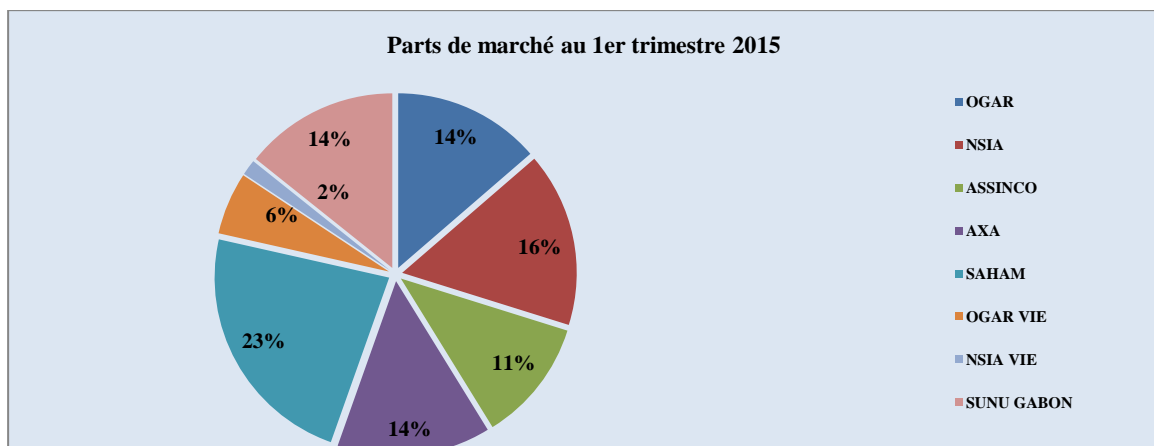
Cette branche qui représente 17% du total des émissions du secteur est constituée des produits d'assurance Epargne-retraite, Décès et Mixte. Les émissions ont généré un chiffre d'affaires, en hausse de 3,5% à 4,69 milliards de FCFA au premier trimestre 2016. Cette évolution a été soutenue par la collecte positive des primes sur les produits classiques : « Epargne-Retraite » (+8,3% à 2,48 milliards de FCFA) et « Décès » (+15,8% à 2,78 milliards de FCFA).

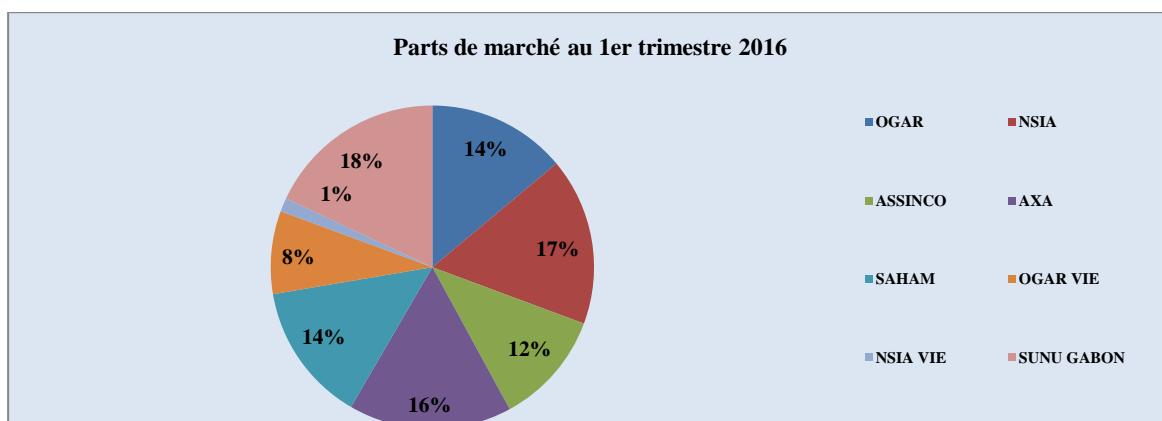
Evolution du chiffre d'affaires aux 1ers trimestres 2015 et 2016 (en milliards de FCFA)



La Répartition des parts de marché par compagnie

Trois compagnies (les groupes OGAR, NSIA et la Société AXA Assurance) se répartissent 78% du chiffre d'affaires du secteur.





Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés, en diminution de 3,8%, s'est chiffrée à 7,56 milliards de FCFA au premier trimestre 2016 contre 7,86 milliards à la même période en 2015.

La branche Non Vie a représenté 87% des sinistres payés du secteur. Ils ont régressé de 3,5% pour se situer à 6,28 milliards de FCFA au premier trimestre en 2016. Dans le même temps, la branche Vie qui représente 17% des sinistres réglés du secteur, a enregistré une diminution de la couverture des sinistres de 5,2% à 1,28 milliard de FCFA au premier trimestre 2016.

Les Commissions versées

Le total des commissions sur les primes versées aux intermédiaires d'assurance ont chuté de 51,3% à 3,47 milliards de FCFA au premier trimestre 2016 contre 7,12 milliards à la même période en 2015, sous l'effet du repli des commissions versées en assurance Non Vie (-25,3% à 3,30 milliards) et en assurance Vie (-94% à 172 millions).

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2016

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au premier trimestre 2016, le niveau général des prix a légèrement augmenté de 0,4% comparativement à la même période en 2015 (+0,6 point). Cette situation est principalement attribuable à l'augmentation des prix dans les postes suivants :

- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,3%) tiré par les fonctions « poissons et fruits de mer » (+3,2%), « pains et céréales » (+1,6%) et « huiles et graisses » (+7,1%) ;
- Transport (+10,5%) en raison du renchérissement des prix sur « l'entretien et la réparation des véhicules », ainsi que les prix sur les « services de transports » lié à la hausse des prix des transporteurs résultant de la baisse de l'offre ;

- Articles d'habillement et chaussures (+2,9%) suite au relèvement des prix de « l'outillage pour la maison et le jardin », et des « articles ménagers » (suite à l'actualisation de la série ce début d'année).

Toutefois, la baisse des prix amorcée en 2015 sur les postes du logement, des Communications et de la Santé se poursuit : les prix ont respectivement fléchi de 6,7%, 41,2% et de 2,3%.

Evolution de l'indice des prix à la consommation

Regroupements	Pond	Janvier-Mars				Glissement (%)
		2015	2016	Moyenne (%)		
				2015	2016	
INDICE GLOBAL	10000	127,8	128,3	-0,2	0,4	1,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	137,1	138,9	0,0	1,3	0,3
<i>Pains et céréales</i>	673	127,1	129,2	2,7	1,6	0,5
<i>Viandes</i>	720	134,9	136,6	7,3	1,2	1,1
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	178,6	184,3	-3,3	3,2	3,5
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	123,2	124,7	2,1	1,2	1,3
<i>Huiles et graisses</i>	183	122,3	131,1	-13,7	7,1	4,7
<i>Légumes et tubercules</i>	534	148,6	145,9	-4,1	-1,8	-5,6
Boissons alcoolisées et tabac	185	116,9	122,6	-2,6	4,9	4,3
Articles d'habillement et chaussures	794	130,7	134,6	18,2	2,9	2,5
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	131,3	122,5	-6,6	-6,7	-2,9
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	116,2	122,8	-2,7	5,7	6,2
Santé	357	103,1	100,8	-16,5	-2,3	-0,5
Transports	990	127,7	141,1	0,3	10,5	11,1
Communications	355	111,8	65,7	10,7	-41,2	-44,2
Loisirs et cultures	503	116,9	119,7	9,0	2,4	2,2
Enseignement	170	106,6	111,8	-8,1	4,9	4,8
Restaurants et hôtels	466	123,7	126,9	1,7	2,5	5,0
Biens et services divers	275	107,1	140,3	8,5	31,0	34,2

Sources : DGSEE

III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES

III.2.1. L'emploi dans le secteur public

Au premier trimestre 2016, le secteur public hors collectivités locales compte 101 902 agents contre 102 374 au cours de la même période en 2015, soit une baisse de 0,5% de l'effectif total.

Cette évolution résulte principalement du repli de l'effectif de la Main d'Œuvre Non Permanente (-3,9%). Pour cette catégorie, la diminution concerne les agents de l'intérieur du pays (-16,6% par rapport à fin mars 2015). En effet, la politique de bancarisation initiée par le gouvernement a induit, progressivement, une meilleure maîtrise du nombre d'agent de la main d'œuvre non permanente (MONP).

S'agissant de la fonction publique, l'effectif a atteint, à fin mars 2016, 87 485 agents contre 87 378 agents à la même période l'année précédente, soit une augmentation de 0,1%. Cette quasi stabilité traduit la volonté des autorités de maîtriser les effectifs.

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	1 ^{er} trimestre		Var 16/15
	2015	2016	
Fonction publique	87 378	87 485	0,1%
MONP	14 996	14 417	-3,9%
Libreville	6 033	6 946	15,1%
Intérieur	8 963	7 471	-16,6%
Total	102 374	101 902	-0,5%

Source : DGBFIP

III.2.2 La variation des effectifs par département

Comparativement à la même période en 2015, au 31 mars 2016, la fonction publique a enregistré une augmentation de ses effectifs de 107 agents soit une variation de 0,1%, suite au non remplacement des départs à la retraite. Les administrations suivantes ont enregistré des recule d'effectif: Administrations des Transports (-3,1%) ; Administrations Sociales (-1,7%) ainsi que les Pouvoirs Publics (-0,6%).

Par ailleurs, d'autres administrations ont connu une quasi-stagnation de leurs effectifs. Il s'agit notamment des Administrations de Développement (+2,7%) et de l'Education (+0,9%).

L'Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements ministériel	1 ^{er} trimestre		Var 16/15
	2015	2016	
Pouvoir public	25 066	24 917	-0,60%
Administration Générale	11 688	11 685	0,00%
Administration Economique	8 006	8 134	1,60%
Administration du Développement	4 088	4 198	2,70%
Administration des Transports	1 299	1 259	-3,10%
Administration de l'Education	25 122	25 338	0,90%
Administration Sociale	11 913	11 711	-1,70%
Autres	196	243	24,00%
TOTAL	87 378	87 485	0,10%

Sources: DGBFIP, ANINF

III.2.2 Les salaires

La masse salariale dans la fonction publique

La masse salariale de la fonction publique exécutée au premier trimestre 2016 a progressé de 27,6% par rapport à celle de 2015, soit une hausse de 35,5 milliards de FCFA. Cette évolution est liée au relèvement de la rémunération au titre de la solde permanente (+29,0%) et de la main d'œuvre non permanente (+5,1%).

Evolution de la masse salariale au premier trimestre 2016

En milliards de FCFA	Janvier- Mars		var 16/15
	2015	2016	
Traitements et salaires (T et S)	128,7	164,2	27,6%
Solde permanente	120,9	156	29,0%
MONP	7,8	8,2	5,1%

Source : Budget

La masse salariale de la solde permanente s'est élevée à 156,0 milliards de FCFA à fin mars 2016, soit une hausse de 35,1 milliards de FCFA comparativement à celle de 2015 à la même période. Cette évolution est fortement liée à l'instauration du Nouveau Système de Rémunération (NSR) et à la régularisation des situations administratives des agents de l'Etat. Les rémunérations de la main d'œuvre non permanente ont également progressé pour s'établir à 8,2 milliards de FCFA suite à la revalorisation de leur solde.

Répartition de la masse salariale par département

Au premier trimestre 2016, l'ensemble des administrations a enregistré un accroissement de sa masse salariale. Celle-ci se chiffre à 156 milliards de FCFA contre 120,9 milliards de FCFA en 2015. Il s'agit notamment des Administrations de l'Education (+43%) ; des Administrations Générales et celles du Développement (+ 28,1% pour chacune) ; des Administrations Economiques (+28%) et des Administrations des Transports (+23,5%). Cette progression est liée à l'application du NSR.

Evolution de la solde permanente par département en milliards de FCFA

Départements ministériel	Premier trimestre		Var 16/15
	2 015	2 016	
Pouvoir public	36,4	43	18,1%
Administration Générale	16	20,5	28,1%
Administration Economique	10	12,8	28,0%
Administration du Développement	5,7	7,3	28,1%
Administration des Transports	1,7	2,1	23,5%
Administration de l'Education	34,2	49	43,3%
Administration Sociale	16,8	20,5	22,0%
Autres	0,1	0,6	-
TOTAL	120,9	156	29,0%

Sources: DGBFIP, ANINF

III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR

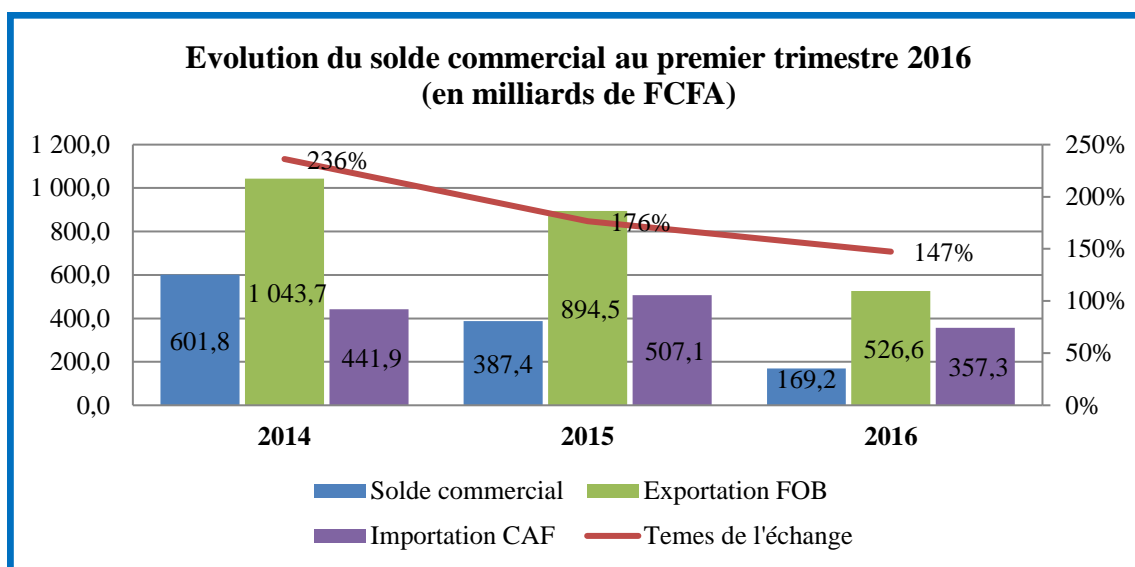
Les échanges extérieurs du Gabon ont été marqués, à fin mars 2016, par une chute du solde commercial de 56,6% à 169,2 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par une contraction plus forte des exportations (-41,1%) que des importations (-29,5%).

Evolution du commerce extérieur

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Var 15/14	Var 16/15
	2014	2015	2016		
Exportations FOB	1043,7	894,5	526,6	-14,3%	-41,1%
Importations CAF	441,9	507,1	357,3	14,8%	-29,5%
Solde commercial	601,8	387,4	169,3	-35,6%	-56,3%
Taux de couverture	236,2%	176,4%	147,4%	-25,3%	-16,4%

Sources: BEAC

L'analyse sur une période de trois ans montre une dégradation continue du solde commerciale et une réduction tendancielle du taux de couverture des exportations sur les importations comme l'indique le graphique ci-dessous.



Source : DGDDI

III.1. L'évolution des exportations en valeur

Au terme des trois premiers mois de l'année 2016, les exportations se sont repliées de 41,1% pour s'établir à 526,6 milliards de FCFA. Cette variation résulte de la baisse des ventes de la quasi-totalité des produits excepté l'or sous forme brut, l'huile de palme, les poissons et produits de la pêche. En effet, suite à la décision des autorités d'avoir un meilleur contrôle de la branche d'activité, les ventes de l'or de la Société Equatoriale des Mines (SEM) et du Comptoir Gabonais de Collecte de l'Or (CGCO, filiale de SEM) ont été évaluées à 106,1 milliards de FCFA à fin mars 2016.

Les exportations en valeur

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids en 2016	Var 16/15
	2014	2015	2016		
Exportations Pétrole	874,8	717,4	310,0	58,9%	-56,8%
Exportations Hors pétrole	168,9	177,1	216,6	41,1%	22,3%
Or sous forme brute	-	-	106,1	20,2%	-
Bois sciés et ouvrages	42,2	53,6	51,6	9,8%	-3,7%
Produits dérivés du pétrole	92,3	16,0	12,8	2,4%	-20,0%
Manganèse minerais	14,3	20,1	10,9	2,1%	-45,8%
Caoutchoucs naturels	4,2	3,0	2,1	0,4%	-30,0%
silico manganèse	0,0	22,9	2,0	0,4%	-91,2%
Poissons et produits de la pêche	0,5	0,1	0,4	0,1%	-
Huile de palme	-	-	0,1	0,0%	-
Ciments	0,3	0,8	-	0,0%	-
Bières	0,1	-	-	0,0%	-
Tabacs	0,1	0,2	-	0,0%	-
Autres	14,8	60,3	30,7	5,8%	-49,0%
Exportations totales	1043,7	894,5	526,6	100,0%	-41,1%

Source : DGDDI

• Les exportations pétrole

Sur la période de référence, la tendance baissière des ventes de pétrole brut s'est poursuivie pour se situer à 310 milliards de FCFA contre 717,4 milliards une année plus tôt sur la même période. Ce repli s'explique principalement une baisse des cours du brut. Cependant, malgré la chute de 56,8% de sa valeur, les exportations pétrolières ont représenté 58,9% des exportations totales du Gabon.

• Les exportations hors pétrole

Au premier trimestre 2016, les ventes hors pétrole se sont établies à 216,6 milliards contre 177,1 milliards de FCFA sur la même période en 2015 soit une hausse de 22,3%. Représentant 20,2% des exportations totales, les ventes d'or expliquent pour une large part la hausse de 22,3% des exportations hors pétrole. Par ailleurs, bien qu'en légère régression (-3,7%), les bois sciés et ouvrages, avec 9,8% des parts, ont occupé la 3^e place dans le classement des principaux produits exportés du Gabon à fin mars 2016

III.2. L'évolution des importations en valeur

Au 31 mars 2016, les importations totales du Gabon ont baissé de 29,5% à 357,3 milliards de FCFA. Cette variation est liée à la diminution de 50,9% des commandes de biens d'équipements, dans un contexte de repli de l'investissement (public et du secteur pétrolier), et des achats des biens destinés à la consommation finale. En effet, sur la période de référence:

- le recul des importations des biens destinés à l'investissement concerne principalement les appareils mécaniques (-16,7%) et électriques (-13,1%) ;
- la baisse de la demande de biens de consommation finale est liée en grande partie au repli des commandes de boissons dont la valeur a fléchi de 11,4%, malgré un relèvement de 6% des achats des produits alimentaires ;

- les commandes des produits de consommation intermédiaire ont augmenté de 2,4%, passant de 90,8 milliards au premier trimestre 2015 à 93 milliards de FCFA, malgré la baisse des importations de ressources destinées à la production d'énergie à 36,1 milliards de FCFA.

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids en 2016	Var 16/15
	2 014	2 015	2 016		
Consommation finale	117	112,5	112,1	31,4%	-0,4%
<i>dont produits alimentaires</i>	79,1	73,1	77,5	21,7%	5,9%
<i>boissons</i>	5,3	4,4	3,9	1,1%	-10,9%
Equipements	157,0	236,5	116,2	32,5%	-50,9%
Consommation intermédiaire	91,7	90,8	93	26,0%	2,4%
<i>dont Energie</i>	76,2	67,3	36,1	10,1%	-46,4%
Importations totales	441,9	507,1	357,3	100,0%	-29,5%

Source : DGDDI

III.3. Le partenariat économique

Quatrième partenaire du Gabon au premier trimestre 2015, la Chine, avec 14,9% des parts et un volume d'échanges évalué à 131,6 milliards de FCFA, est devenue le premier partenaire du Gabon à fin mars 2016. Le Bénin, avec 12,1% de parts, est le troisième partenaire du Gabon au cours de la période sous revue, après la France, alors qu'il occupait la 47^e place au cours de la même période en 2015.

Volume d'échanges (importations+exportations) par pays

En milliards de FCFA	Premier trimestre							
	2014		En milliards de FCFA	2015		En milliards de FCFA	2016	
	Valeurs	Poids		Valeurs	Poids		Valeurs	Poids
Chine	183,8	12,4%	Etats Unis	204,3	14,6%	Chine	131,6	14,9%
Etats Unis	134,7	9,1%	Trinidad et Tobago	133,3	9,5%	France	131,2	14,8%
Japon	116,5	7,8%	Malaisie	131,1	9,4%	Benin	106,6	12,1%
France	112,1	7,5%	Chine	126,9	9,1%	Trinidad et Tobago	56,5	6,4%
Grande Bretagne	110,5	7,4%	France	110,9	7,9%	Belgique	51,2	5,8%
Australie	106,7	7,2%	Pays Bas	89,2	6,4%	Espagne	39,7	4,5%
Belgique	75,4	5,1%	Australie	79,1	5,6%	Corée du Sud (Rép.)	33,1	3,7%
Singapour	73,0	4,9%	Espagne	74,0	5,3%	Italie	29,7	3,4%
Trinidad et Tobago	67,6	4,6%	Italie	63,4	4,5%	Australie	28,7	3,3%
Italie	65,7	4,4%	Belgique	63,2	4,5%	Etats Unis	25,3	2,9%
Autres	439,6	29,6%	Autres	326,2	23,3%	Autres	250,2	28,3%
Echanges globaux	1 485,6	100,0%	Echanges globaux	1 401,6	100,0%	Echanges globaux	883,9	100,0%

Source : DGDDI, DGEPP

III.3.1 Les principaux fournisseurs

- *Par pays*

Les achats du Gabon en provenance de ses dix premiers fournisseurs ont diminué de 31,5% à fin mars 2016, pour s'établir à 257,1 milliards de FCFA. Au cours de la période de référence, ces commandes ont représenté 72% des importations totales du Gabon contre 74% en 2015.

La France, malgré une légère baisse de 1,5% de ses ventes, reste le premier fournisseur du Gabon au premier trimestre 2016, avec 26,8% des importations totales. La baisse des importations en provenance de ce marché s'explique par la réduction de 12,2% des commandes des biens de consommation.

La Chine (10,5% des parts) et la Belgique (9,6% des parts), dont les importations ont diminué respectivement de 11,8% et 40,5%, suivent la France au deuxième et troisième rang. En effet, la réduction des achats des biens en provenance de ces deux marchés est principalement liée au repli des commandes des biens d'équipements du Gabon respectivement de 44,5% et 41,8%.

A fin mars 2016, le Togo occupe le 4^e rang des fournisseurs du Gabon. En effet, le Gabon a importé de ce pays essentiellement des combustibles minéraux et huiles minérales (essence, pétrole lampant, gazole, essence destinée à l'aviation) pour une valeur de 21,5 milliards de FCFA.

Evolution des achats gabonais par pays

En milliards de FCFA	Premier trimestre						
	Valeurs			Var. 16/15 des valeurs	Poids		
	2014	2015	2016		2014	2015	2016
France	100,5	97,4	95,9	-1,5%	22,7%	19,2%	26,8%
Chine	46,9	42,4	37,4	-11,8%	10,6%	8,4%	10,5%
Belgique	70,5	57,6	34,3	-40,5%	16,0%	11,4%	9,6%
Togo	50,1	28,9	21,8	-24,6%	11,3%	5,7%	6,1%
Etats Unis	12,7	119,4	20,5	-82,8%	2,9%	23,5%	5,7%
Malaisie	3,0	4,6	11,6	-	0,7%	0,9%	3,2%
Thaïlande	8,6	7,2	11,5	59,7%	1,9%	1,4%	3,2%
Brésil	5,9	5,3	9,5	79,2%	1,3%	1,0%	2,7%
Afrique du Sud	10,0	6,0	7,4	23,3%	2,3%	1,2%	2,1%
Italie	12,3	6,8	7,2	5,9%	2,8%	1,3%	2,0%
Total 10 premiers fournisseurs	320,4	375,5	257,1	-31,5%	72,5%	74,0%	72,0%
Autres	121,5	131,6	100,3	-23,8%	27,5%	26,0%	28,1%
Importations totales du Gabon	441,9	507,1	357,3	-29,5%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : DGDDI

- *Par continent*

Avec 48,2% des parts, l'Europe demeure le premier fournisseur du Gabon, au terme des trois premiers mois de l'année 2016. Ce continent a exporté vers le Gabon des produits pour une valeur 172,4 milliard de FCFA contre 224,3 milliards de FCFA en 2015 constitués essentiellement des produits de consommation, de l'outillage et des machines et appareils mécaniques. Il est suivi de l'Asie (24,6%) dont les produits importés sont composés, par ordre d'importance, de produits alimentaires (hors boissons), de matériaux mécaniques et de combustibles.

Par ailleurs, au cours de la période de référence, le continent africain s'est hissé au 3^e rang avec 15,4% des parts, devant l'Amérique (11,5%). Le Gabon a importé de ce marché principalement des combustibles minéraux (pétrole, essence) et des produits de consommation.

Evolution des achats gabonais par continent et par principaux produits

En milliards de FCFA	Premier Trimestre			Poids en 2016	Var 16/15
	2014	2015	2016		
AFRIQUE	96,3	64,2	55,1	15,4%	-14,1%
<i>Dont CEMAC</i>	4,2	4,8	5,1	1,4%	7,3%
AMERIQUE	27,8	133,8	41	11,5%	-69,3%
ASIE	93,8	84,1	88	24,6%	4,7%
EUROPE	223,3	224,3	172,4	48,2%	-23,2%
<i>Dont U.E.</i>	179,7	199,9	138,4	38,7%	-30,8%
OCEANIE	0,7	0,8	0,8	0,2%	5,9%
Importations totales	441,9	507,1	357,3	100,0%	-29,5%

Source : DGDDI

L'analyse des importations du Gabon par région à fin mars 2016 montre que les importations en provenance des pays de la CEMAC (1,4%) ont été composées en grande partie de combustibles minéraux, de produits alimentaires (hors boissons) et des produits intermédiaires des entreprises de construction.

L'Union Européenne, avec un poids 37,8%, a exporté vers le Gabon essentiellement des produits destinés à la consommation, ainsi que l'outillages, les machines et appareils mécaniques.

III.3.2. Les principaux clients du Gabon

- *Par pays*

Au premier trimestre de l'année 2016, les exportations gabonaises à destination des dix premiers clients ont été évaluées à 443,7 milliards de FCFA, contre 443,4 milliards de FCFA en 2015, représentant ainsi 84,3% des recettes d'exportation totales du Gabon. De plus, un changement dans le classement des clients majeurs est apparu.

Le Bénin, avec 20,1% de parts, est devenu le premier importateur des produits gabonais. Cette situation s'explique par la forte demande de ce pays en or sous forme brute, pour une valeur de 105,8 milliards de FCFA, suite à la restructuration de la branche d'activité par les autorités gabonaises.

Le Nigéria occupe le 10^e rang des principaux clients du Gabon avec 3,2% des parts. En effet, ce pays a importé du Gabon des produits d'une valeur de 16,8 milliards de FCFA (dont 15,6 milliards de FCFA de pétrole brut) contre 0,1 milliard de FCFA à la même période une année plus tôt.

Par ailleurs, dans ce classement, le Bénin est suivi de la Chine qui détient 17,9% des parts de marché à fin mars 2016 (9,5% en 2015), Trinidad et Tobago avec 10,7% des parts (14,9% en 2015) et la France qui représente 6,7% des parts (1,5% en 2015).

Evolution des ventes gabonaises par pays

En milliards de FCFA	Premier trimestre						
	Valeurs			Var. 16/15 des valeurs	Poids		
	2014	2015	2016		2014	2015	2016
Benin	0,2	1,1	105,8	-	0,0%	0,1%	20,1%
Chine	137	84,5	94,2	11,5%	13,1%	9,4%	17,9%
Trinidad et Tobago	67,6	133,3	56,5	-57,6%	6,5%	14,9%	10,7%
France	11,6	13,5	35,3	-	1,1%	1,5%	6,7%
Espagne	3,9	69,1	34,7	-49,8%	0,4%	7,7%	6,6%
Corée du Sud (République)	43,8	1,0	32,4	-	4,2%	0,1%	6,2%
Australie	106,3	78,5	28,5	-63,7%	10,2%	8,8%	5,4%
Italie	53,4	56,6	22,5	-60,2%	5,1%	6,3%	4,3%
Belgique	4,9	5,6	16,9	-	0,5%	0,6%	3,2%
Nigéria	0,2	0,1	16,8	-	0,0%	0,0%	3,2%
Total 10 premiers clients	428,9	443,4	443,7	0,1%	41,1%	49,6%	84,3%
Autres	614,8	451,1	82,8	-81,6%	58,9%	50,4%	15,7%
Exportations totales du Gabon	1 043,70	894,5	526,6	-41,1%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : DGDDI

• Par Continent

A fin mars 2016, l'Asie, avec 30,6% de parts, est demeurée le premier client du Gabon. Toutefois, le volume des ventes à destination de ce continent a régressé de 50,1%. Cette évolution s'explique, en grande partie, par la contraction de la demande des produits de la Corée du Nord (-81,9%), de l'Inde (-92,5%) et de la Malaisie (- 91,1%). Les principaux produits exportés vers ce continent ont concerné le pétrole brut, les bois sciés et Manganèse métal et sillico-manganèse.

Par ailleurs, un changement dans la destination des principaux produits du Gabon est apparu. L'Afrique occupe le 2^e rang du classement, alors qu'elle occupait le 4^e à fin mars 2015. Cette situation est liée au relèvement des commandes d'or brut du Bénin à 105,8 milliards de FCFA et de pétrole brut du Nigéria. Elle est suivie de l'Europe qui détient 25,8% des parts en important du Gabon, principalement, du pétrole brut, des bois sciés et ouvrages et des produits dérivés du pétrole. Le continent américain perd 2 places à fin mars 2016 et occupe le 4^e rang. Cette situation s'explique par la réduction des ventes de pétrole à destination de ce continent de 73,1% à 56,5 milliards de FCFA.

Evolution des ventes gabonaises par continent et par principaux produits

En milliards de FCFA	Premier Trimestre			Poids en 2016	Var 16/15
	2014	2015	2016		
AFRIQUE	50,6	20,2	139,0	26,4%	-
<i>Dont CEMAC</i>	2,7	8,9	9,0	1,7%	0,7%
AMERIQUE	190,5	219,3	62,2	11,8%	-71,6%
ASIE	458,3	322,5	160,9	30,6%	-50,1%
EUROPE	237,8	253,9	136	25,8%	-46,5%
<i>Dont U.E.</i>	234,3	248,6	131,2	24,9%	-47,2%
OCEANIE	106,4	78,6	28,5	5,4%	-63,7%
Exportations totales	1 043,70	894,5	526,6	100,0%	-41,1%

Source : DGDDI

III.4 LA DETTE PUBLIQUE

II.1. L'évolution du règlement

Le règlement de la dette publique au premier trimestre 2016 s'est établi à 68,1 milliards de FCFA, soit une hausse de 56,5% par rapport à la même période une année plus tôt. Cette évolution s'explique par la hausse conjointe du paiement de la dette extérieure et intérieure.

Le règlement de la dette extérieure a été consacré à 55% à l'apurement de la dette commerciale, 26,4% à celui des créanciers multilatéraux et le solde aux crédits bilatéraux. Par rapport à la même période en 2015, le règlement de la dette extérieure a augmenté de 12,1% du fait principalement de la hausse du règlement de la dette commerciale (182,3%).

Le paiement de la dette intérieure a concerné exclusivement le règlement de la dette bancaire (51,5%) et moratoire (48,5%). Comparativement à la même période en 2015, le règlement de la dette intérieure a augmenté de 187,7% pour s'établir à 31,7 milliards de FCFA.

Evolution du règlement de la dette

(En milliards de FCFA)	A fin Mars		Variations (%)	Poids en 2015
	2015	2016		
Dette extérieure	32,5	36,4	12,1%	53,5%
Multilatérale	10,3	9,6	-6,7%	26,4%
Bilatérale		6,8		18,6%
Commerciale	7,1	20,0	182,3%	55,0%
Marché financier International	15,1		-100,0%	0,0%
Dette intérieure	11,0	31,7	187,7%	46,5%
Bancaire		16,3		51,5%
Moratoires		15,3		48,5%
Divers	11,0			0,0%
Marché financier Régional				0,0%
Total	43,5	68,1	56,5%	100,0%

Source :DGD

II.2. L'évolution des tirages sur financements

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin mars 2016 se sont élevés à 6,4 milliards de FCFA. Ils ont enregistré une baisse de 65,5% par rapport à 2015 justifiée par le recul des financements extérieurs (-72,5%).Cependant, les financements intérieurs ont connu un règlement de 1,3 milliard de FCFA. La baisse des financements extérieurs découle du fléchissement conjoint des financements bilatéraux (-85,1%) et commerciaux (-79,3%) en dépit de la hausse des financements multilatéraux.

Evolution sur financements extérieurs et intérieurs

(En milliards de FCFA)	A fin mars		Variations (%)
	2015	2016	
Extérieure	18,6	5,1	-72,5%
Multilatéraux	0,3	1,7	466,7%
BDEAC			
BAD			
BIRD	0,2	1,7	750,0%
BID	0,1		
FIDA			
Bilatéraux	6,7	1,0	-85,1%
<i>Club de Paris</i>	0,7	1,0	42,9%
France	0,7	1,0	42,9%
<i>Non Club de Paris</i>	6,0		-
Koweït			
Chine	6,0		-
Commerciaux	11,6	2,4	-79,3%
Autriche	9,6		-
Espagne	2,0	2,4	20,0%
France			
Marché financier international			
<i>Intérieure</i>		1,3	
Marché financier régional		1,3	
Total	18,6	6,4	-65,5%

Source :DGD

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux proviennent de la Banque Mondiale et affectés aux travaux de la Dorsale de Télécommunication en Afrique Centrale.

Les décaissements auprès des bailleurs commerciaux proviennent de la Société Générale et de la Deutsche Bank SA et ont été orientés vers le projet Axe Routier PK 12-Bifoun.

Les décaissements bilatéraux ont été effectués auprès de l'Agence Française de Développement et ont été orientés vers trois(3) projets, à savoir :l'assainissement de la ville de Port-Gentil, le développement agricole, ainsi que la reconstruction du pont d'Oloumi.

II.3. L'évolution du stock de la dette

En 2016, le stock de la dette publique a augmenté de 6,9% pour atteindre 3024,3 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par les hausses conjointes des dettes extérieure (5%) et intérieure (30,6%).

La hausse de la dette extérieure provient du relèvement des emprunts envers le marché financier international (23,2%), des emprunts bilatéraux (5,3%) en dépit de la contraction des dettes commerciale (-22,1%) et multilatérale (-1,1%).

L'évolution de la dette intérieure est expliquée par la forte hausse des emprunts sur le marché régional (+165,1%), divers (+196,8%), en dépit de la baisse de la dette moratoire (27,1%). Enfin, le portefeuille de la dette publique à fin mars 2016 reste structurellement dominé par la dette extérieure (+ 91,1%) dont 45,4% provient des marchés financiers internationaux.

Evolution du stock de la dette

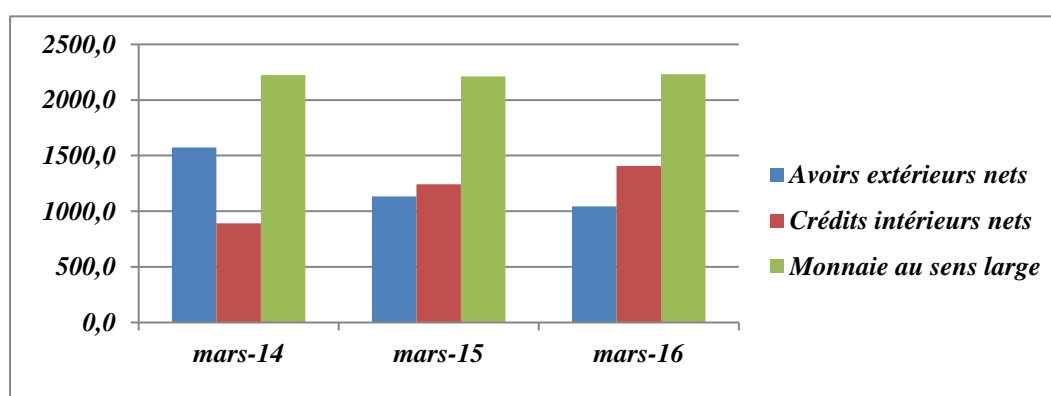
(En milliards de FCFA)	Fin mars		Var. 16/15	Poids en 2016
	2015	2016		
Dette extérieure	2622,5	2754,7	5,0%	91,1%
Multilatérale	353,7	349,9	-1,1%	12,7%
Bilatérale	633,0	666,4	5,3%	24,2%
Commerciale	611,9	476,8	-22,1%	17,3%
Marché financier International	1023,9	1261,6	23,2%	45,8%
Dette intérieure	206,4	269,5	30,6%	8,9%
Bancaire	44,5		-	-
Moratoires	85,4	62,3	-27,1%	23,1%
Divers	13,9	41,3	196,8%	15,3%
Marché financier Régional	62,6	166,0	165,1%	61,6%
Total	2828,9	3024,3	6,9%	100,0%

Source : DGD, DGEPP

III.5 LA SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2016, la situation monétaire large se caractérise par une hausse de la masse monétaire (+0,9%), du crédit intérieur net (+13,3%) et une contraction des avoirs extérieurs nets (-8,1%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.5.1 les principaux agrégats monétaires

III.5.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a légèrement augmenté de 0,9% à 2232,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2016, corrélativement au raffermissement du crédit intérieur (+13,3% à 1407,6 milliards de FCFA). L'analyse de ses composantes révèle une hausse des dépôts collectés (+2,9% à 1901,8 milliards de FCFA) et une baisse de la circulation fiduciaire (-9,1% à 330,3 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie baisse de 4,9% à 750,6 milliards de FCFA en mars 2016, suite au repli de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.5.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles ont progressé de 32,2 % à 218 milliards de FCFA en mars 2016, en raison du renforcement des fonds propres (+13,5%) à 401 milliards de FCFA en mars 2016.

III.5.2 Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se sont accrues de 3,1% à 2450,1 milliards de FCFA, sous l'effet de la consolidation du crédit intérieur net (+13,3%).

III.5.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont contractés de 8,1% à 1042,5 milliards de FCFA en mars 2016, consécutivement à la baisse des réserves officielles nettes de 22,7% à 812,4 milliards de FCFA. Par ailleurs, les avoirs extérieurs nets des banques primaires s'accroissent, passant de 83 milliards de FCFA en mars 2015 à 230 milliards de FCFA un an plus tard. Ainsi, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs perd 14 points pour s'établir à 73,7% en mars 2016.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

Trimestre	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	var 03-16/03-15
Avoirs extérieurs nets	1134,0	1425,4	1246,1	1119,1	1042,5	-8,1%
Banque centrale	1051,0	1287,5	1209,9	1001,1	812,4	-22,7%
Banques commerciales	83,0	137,9	36,2	118,0	230,1	-

Source : Beac

III.5.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est raffermi de 13,3% à 1407,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2016, en rapport avec la forte hausse des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur

Trimestre	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	var 03-16/03-15
	(en milliards de Fcfa)					
Crédits intérieurs nets	1242,0	976,4	1198,4	1359,8	1407,6	13,3%
Créances nettes sur l'Etat	-78,2	-312,6	-84,2	55,8	141,3	-
Créances sur le reste de l'économie	1320,2	1289,0	1282,6	1304,0	1266,3	-4,1%

Source : Beac

III.5.2.2.1- Les créances sur l'économie

Elles ont reculé de 4,1% à 1266,3 milliards de FCFA à fin mars 2016, suite au repli des crédits alloués au secteur privé non financier, représentant 92,6% de l'encours des crédits. Cette situation demeure liée au contexte économique toujours marqué par un prix du baril de pétrole faible.

L'analyse par terme révèle une forte absorption des crédits à court terme (56,4%) et dans une moindre mesure des crédits à moyen terme (41%).

III.5.2.2.2- Les créances nettes sur l'Etat

Au premier trimestre 2016, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 141,3 milliards contre -78,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2015. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée passant de -19,4 milliards en mars 2015 à 237,9 milliards de FCFA un an plus tard.

III.5.3 La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

IV.5.3.1L'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire s'est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

IV.5.3.2 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 21 mars 2016 a décidé de fixer les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,45%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

III.6 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN MARS 2016

III.6.1. Les soldes budgétaires

L'exécution du budget à fin mars 2016 fait ressortir des déficits primaire, base engagement et base caisse.

Le solde primaire a affiché un déficit de 2,6 milliards de FCFA contre un excédent de 59,7 milliards de FCFA à la même période en 2015. Cette diminution est principalement imputable à la contraction des recettes aussi bien pétrolières (-28,8%) que non pétrolières (-8,2%).

Le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, s'est établi à -23,5 milliards de FCFA contre un excédent de 34,8 milliards de FCFA au premier trimestre de l'année précédente. Ce déficit est dû essentiellement à la baisse des recettes budgétaires, en dépit du repli de la charge de la dette (-16,0%).

Le déficit budgétaire base caisse s'est atténué pour se situer à 14,2 milliards de FCFA contre un déficit de 33,4 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. L'allègement du déficit base caisse résulte de l'accumulation des instances du Trésor (+9,0 milliards de FCFA contre -70,9 milliards à fin mars 2015).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	Premier trimestre		
	2015	2016	Variations
Recettes pétrolières	137,7	98,0	-28,8%
Recettes hors pétrole	277,1	254,3	-8,2%
Recettes comptes spéciaux	22,6	25,1	11,0%
Recettes totales	437,4	377,4	-13,7%
Dépenses de fonctionnement	282,5	301,0	6,6%
Dépenses d'investissement	91,9	66,8	-27,3%
Autres dépenses	3,3	12,2	-
Dépenses primaires totales	377,7	380,0	0,6%
Solde primaire	59,7	-2,6	
Solde base engagement	34,8	-23,5	
Solde base caisse	-33,4	-14,2	

Source : Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT)

III.6.2. L'exécution des recettes

Au premier trimestre 2016, le budget en recette s'est établi à 377,4 milliards de FCFA, soit une diminution de 13,7% par rapport à la même période en 2015. Cette évolution est due à la baisse conjointe des recettes pétrolières et non pétrolières, nonobstant la consolidation des recettes des comptes spéciaux.

III.6.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision initiale de 600,7 milliards de FCFA de recettes pétrolières (LFI 2016), au terme des trois premiers mois, ces recettes ont été recouvrées à hauteur de 98,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 16,3%. Comparativement au premier trimestre de l'année 2015, elles ont diminué de 28,8% à fin mars 2016, suite au non recouvrement de l'impôt sur les sociétés pétrolières, principalement.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		
	2015	2016	Variations
Impôts sur les sociétés	36,8	-	-
Redevance Minière Proportionnelle	47,7	52,5	10,1%
Autres	39,5	33,5	-15,1%
Transferts SOGARA	13,6	11,9	-12,3%
Total des recettes pétrolières	137,7	98,0	-28,8%

Source : Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT)

III.6.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1443,1 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, les recettes hors pétrole se sont établies à 254,3 milliards de FCFA au terme du premier trimestre 2016, soit un taux d'exécution de 17,6%. Lerepli de 8,2% par rapport au premier trimestre 2015

résulte essentiellement de la diminution du recouvrement aussi bien des droits de douanes (-18,3%) que de l'impôt sur les sociétés (-30,5% à 51,9 milliards de FCFA).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Premier trimestre		
	2015	2016	Variations
Droits de douanes	83,7	68,4	-18,3%
Taxes sur les biens et services	44,9	54,3	20,9%
<i>dont TVA</i>	32,4	35,9	10,7%
Impôts directs	111,8	90,8	-18,8%
Autres recettes	36,7	40,9	11,6%
Total de recettes hors pétrole	277,1	254,3	-8,2%

Source : Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT)

III.6.3. Les dépenses budgétaires

A fin mars 2016, les dépenses budgétaires ont enregistré une diminution de 0,4% à 401,0 milliards de FCFA.

III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 401,2 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 301,0 milliards de FCFA au premier trimestre, soit un taux d'exécution de 21,5%. Comparativement au premier trimestre de l'année précédente, elles ont augmenté de 6,6% du fait du renforcement des dépenses en biens et services et des transferts et subventions, en dépit du repli des dépenses de personnel.

Les dépenses de personnel (la solde permanente, la main d'œuvre non permanente et les crédits dédiés au paiement de la PIP) ont été exécutées à hauteur de 165,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2016, soit un taux de réalisation de 22,5% de la dotation de la loi de finances initiale. Comparativement à fin mars 2015, elles ont baissé de 4,5% suite au non paiement de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP).

Sur une dotation de 319,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, les dépenses sur biens et services se sont établies à 57,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2016, soit un taux d'exécution de 17,8%. Elles se sont améliorées de 20,5% comparativement à fin mars 2015. Cette évolution résulte exclusivement de l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services (+25,5% à 47,7 milliards de FCFA).

Les dépenses de transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 79,0 milliards de FCFA, soit 22,6% des prévisions de la loi de finances initiale 2016. Elles ont enregistré une appréciation de 26,9% liée essentiellement à l'augmentation des autres transferts et interventions (+54,0%) malgré la diminution des transferts à SOGARA (-75,7%).

III.6.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait de la faible mobilisation des financements sur ressources propres et sur ressources extérieures, les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 27,3% au terme des trois premiers mois de l'année 2016 pour s'établir à 66,8 milliards de FCFA (soit un taux d'exécution de 11,9%).

III.6.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 12,2 milliards de FCFA sur une prévision de 8,0 milliards de FCFA, soit un excédent de 4,2 milliards de la dotation annuelle. Elles ont fortement augmenté par rapport à leur niveau à fin mars 2015 suite particulièrement à l'amélioration des dépenses du FER (+177,2%).

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Premier trimestre		
	2015	2016	Variations
Fonctionnement	282,5	301,0	6,6%
Salaires et traitements	172,9	165,1	-4,5%
Biens et services	47,3	57,0	20,5%
Transferts et subventions	62,2	79,0	26,9%
Investissements	91,9	66,8	-27,3%
Ressources propres	73,3	61,7	-15,8%
Finex	18,6	5,1	-72,6%
Autres dépenses	3,3	12,2	-
Total dépenses primaires	377,7	380,0	0,6%
Intérêts sur la dette	24,9	20,9	-16,0%
Total dépenses	402,6	401,0	-0,4%

Source : Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT)

CONCLUSION

On note au premier trimestre 2016, une poursuite de la reprise au niveau de l'environnement économique international, malgré le fléchissement constaté aux Etats-Unis. Cette embellie s'est traduite par une hausse de la demande qui est un signe du retour de la confiance. Néanmoins, à la fin du premier trimestre, le niveau des cours de nombreux produits de base est demeuré faible.

Cette situation a impacté les performances de l'économie gabonaise sur la période, malgré le renforcement des capacités de production d'un certain nombre de branches d'activité, notamment dans le primaire. Dans la filière manganèse par exemple, les opérateurs ont du freiner les ventes et interrompre momentanément la production pour écouler les stocks accumulés. Dans l'industrie du bois, malgré les succès au plan industriel, les exportateurs ont fait face à des niveaux de prix moins rémunérateurs.

Cette faiblesse des prix a entraîné une nouvelle détérioration du solde la balance commerciale et un recul des recettes budgétaires et donc de la commande publique. Par conséquent, les secteurs fortement dépendant de la demande publique ont continué à souffrir, avec le risque de nouvelles pertes d'emplois comme dans les BTP.

Malgré ce contexte difficile, on note à la fin du premier trimestre 2016, une amélioration des performances dans un certain nombre d'activités importantes comme la production de boissons gazeuses et alcoolisées et la minoterie qui étaient en berne à la fin du quatrième trimestre 2015. La remontée des cours du manganèse enregistrée au cours du mois de mars laisse espérer un redressement de la valeur des exportations de cette filière au second trimestre. Il en est de même pour le pétrole dont les cours sont attendus à la hausse pour le second trimestre comparativement aux premiers mois de l'année.

ANNEXES

Trimestre	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16
	<i>en milliards de FCFA</i>				
Avoirs extérieurs nets	1134,0	1425,4	1246,1	1119,1	1042,5
Banque centrale	1051,0	1287,5	1209,9	1001,1	812,4
Banques commerciales	83,0	137,9	36,2	118,0	230,1
Avoirs intérieurs nets	1053,5	851,8	1114,5	1250,6	1224,5
Crédits intérieurs nets	1242,0	976,4	1198,4	1359,8	1407,6
Créances nettes sur l'Etat	-78,2	-312,6	-84,2	55,8	141,3
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-19,4	-277,2	-42,8	136,2	237,9
Créances nettes sur les organismes publics	-58,8	-35,4	-41,4	-80,4	-96,6
Créances sur le reste de l'économie	1320,2	1289,0	1282,6	1304,0	1266,3
Autres postes nets	-188,5	-124,6	-83,9	-109,2	-183,1
Monnaie au sens large	2211,1	2180,9	2197,9	2259,9	2232,1
Circulation fiduciaire	363,2	353,6	344,6	379,0	330,3
Dépôts	1847,9	1827,3	1853,3	1880,9	1901,8
<i>Quasi monnaie</i>	789,6	752,7	795,4	794,6	750,6
	<i>variation en %</i>				
Monnaie au sens large	-0,6%	-1,2%	2,3%	-0,5%	0,9%
Circulation fiduciaire	-0,4%	-4,1%	3,9%	-5,7%	-9,1%
Dépôts	-0,6%	-0,6%	2,0%	0,6%	2,9%
Avoirs extérieurs nets	-27,9%	-0,8%	-2,5%	-14,2%	-8,1%
Avoirs intérieurs nets	32,6%	-10,9%	10,1%	11,8%	16,2%
Crédits intérieurs nets	39,3%	-5,1%	8,6%	12,6%	13,3%
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	-	-
Créances sur le reste de l'économie	-6,6%	-12,2%	-11,5%	-6,3%	-4,1%

Source : Beac

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Martial MBA BISSIGHE

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Julie NTSAME
Mme. BOUYOU ElzyYolène
Mme. LOUBAKI DIMBOU Anuarite
Mme. MOUANDA BABONGUI Ariane
M. GildasRomaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N' NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. EulogeBernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. MAGNAGA Noel
M. NZUE EDOU Patrick Patrici

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

M. Kevin BOUNGOUNGOU
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO